



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

## COMMISSION SUR LA DÉMOCRATIE ET LA SÉCURITÉ (CDS)

### RENFORCER LA RÉSILIENCE DÉMOCRATIQUE DE L'ALLIANCE FACE À LA DÉSINFORMATION ET LA PROPAGANDE

#### Rapport spécial

Linda **SANCHEZ** (États-Unis)  
Rapporteuse spéciale

013 CDS 21 F rév. 2 fin | Original : anglais | 10 octobre 2021

## TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE	
I.	INTRODUCTION.....1
II.	UNE MENACE CROISSANTE QUI PORTE ATTEINTE À LA RÉSILIENCE DÉMOCRATIQUE DES SOCIÉTÉS ALLIÉES .....2
A.	QU'ENTEND-ON PAR DÉSINFORMATION ET PROPAGANDE ?.....2
B.	L'UTILISATION MALVEILLANTE DES AVANCÉES TECHNOLOGIQUES ET LES PROGRÈS CONSTANTS DE LA DÉSINFORMATION ET DE LA PROPAGANDE .....3
C.	L'IMPACT DE LA DÉSINFORMATION ET DE LA PROPAGANDE SUR LA RÉSILIENCE DÉMOCRATIQUE DES SOCIÉTÉS ALLIÉES .....5
III.	LA PROLIFÉRATION DES ACTEURS QUI USENT DE LA DÉSINFORMATION OU DE LA PROPAGANDE .....2
A.	LA RUSSIE : UN MANIPULATEUR AVÉRÉ .....2
B.	LA CHINE : UNE MENACE ÉMERGENTE DANS L'ESPACE DE L'INFORMATION.....3
C.	LES ÉTATS AUTORITAIRES ET LA STRATÉGIE DE RENFORCEMENT MUTUEL.....5
D.	DÉSINFORMATION ET PROPAGANDE PAR DES GROUPES NON ÉTATIQUES .....6
E.	LES CITOYENS, PRINCIPAUX VECTEURS DE PROPAGANDE ET DE DÉSINFORMATION .....7
IV.	APERÇU DES EFFORTS ENTREPRIS AU SEIN DE L'ALLIANCE ET AU-DELÀ POUR LUTTER CONTRE LA PROPAGANDE ET LA DÉSINFORMATION.....2
A.	LE RÔLE ESSENTIEL DES PAYS MEMBRES ET DES PAYS PARTENAIRES.....2
B.	LES EFFORTS POURSUIVIS PAR L'OTAN.....3
C.	LES INITIATIVES ÉMANANT D'AUTRES ACTEURS MULTILATÉRAUX.....5
D.	L'ÉVOLUTION DU RÔLE DES OPÉRATEURS DE RÉSEAUX SOCIAUX DANS LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION.....5
E.	LES CITOYENS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE COMME PREMIÈRE LIGNE DE DÉFENSE CONTRE LA DÉSINFORMATION ET LA PROPAGANDE .....1
V.	LA VOIE À SUIVRE : RECOMMANDATIONS SUR LES MOYENS DE PROTÉGER NOS DÉMOCRATIES CONTRE LA DÉSINFORMATION ET LA PROPAGANDE .....1
A.	ACTIONS POSSIBLES AU NIVEAU NATIONAL .....2
B.	ACTIONS POSSIBLES AU NIVEAU DE L'OTAN .....4
VI.	CONCLUSIONS.....7
	BIBLIOGRAPHIE .....8

## SYNTHÈSE

La crise de l'information liée à la pandémie de Covid-19 et aux événements survenus au Capitole le 6 janvier 2021, ont dévoilé les effets déstabilisateurs de la désinformation et de la propagande pour les sociétés démocratiques. Un nombre croissant d'acteurs internes et externes malintentionnés (États autoritaires, groupes non étatiques ou citoyens) se livrent à des activités d'information hostiles tant pour servir leurs intérêts stratégiques que pour affaiblir la résilience des pays membres de l'Alliance en matière de sécurité et de démocratie. La désinformation et la propagande menacent les fondements des sociétés libérales alliées ; elles limitent la capacité des citoyens à disposer d'informations vérifiées, accentuent la polarisation et entament la confiance du public à l'égard des élections. Pour conjurer cette menace, l'Alliance a pris tout une série de mesures. Ces mesures restent toutefois fragmentées et insuffisantes.

Ce rapport propose un ensemble de recommandations concrètes sur la façon la plus cohérente et la plus efficace, pour l'Alliance, de lutter contre la désinformation et la propagande. Face à cette menace, celui-ci appelle à adopter, à l'échelon national et à celui de l'OTAN, une approche intégrée fondée sur des valeurs et axée sur la collaboration. Il engage l'Alliance à placer la résilience démocratique au cœur des discussions en cours concernant l'avenir de l'Organisation. Faire que cette dernière se consacre avec une énergie renouvelée aux valeurs démocratiques et montrer l'exemple par des paroles et par des actes, sont les meilleurs moyens de se protéger contre la désinformation et la propagande.

## I. INTRODUCTION

1. Les événements qui ont abouti à l'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021, ont révélé les effets dommageables qu'une désinformation non maîtrisée peut avoir sur la résilience démocratique des sociétés alliées. Influencés par des allégations infondées rapportées de l'intérieur comme de l'extérieur – selon lesquelles une fraude généralisée aurait entaché l'élection présidentielle de 2020 –, des milliers de manifestants incités à la violence ont pris d'assaut le bâtiment symbolisant la démocratie américaine. Si la démocratie a prévalu ce jour-là, ces événements ont fourni la preuve que la propagation d'informations fallacieuses et/ou trompeuses peut avoir des effets destructeurs et qu'il faut s'y opposer. Ils nous ont également solennellement rappelé que la réponse à la menace posée par la désinformation exige que les Alliés réaffirment et renouvellent leur attachement aux valeurs démocratiques fondamentales qui unissent nos sociétés, qu'ils veillent à leur respect et qu'ils les défendent.

2. La désinformation et la propagande ne se répandent pas dans n'importe quelles circonstances, mais prospèrent lorsque l'érosion de la démocratie s'accroît, lorsque des divisions sociétales apparaissent et que s'altère la confiance du public dans les médias traditionnels ou toute autre source reconnue d'expertise et d'informations vérifiées. Depuis quelques années, les sociétés alliées sont de plus en plus confrontées à ces défis. La corrélation entre les vulnérabilités de la démocratie, d'une part, et la désinformation et la propagande, d'autre part, crée un cercle vicieux : les acteurs internes et externes malintentionnés exploitent les faiblesses existantes des sociétés alliées pour y accentuer les clivages et y entraîner des vulnérabilités supplémentaires. Non seulement ceux-ci poursuivent leurs propres objectifs stratégiques en se livrant à leurs activités d'information hostiles, mais ils tentent aussi de saper les valeurs, les principes et les processus qui fondent nos sociétés libérales et l'Alliance.

3. La désinformation et la propagande sont générées par un nombre croissant d'acteurs. Si la plupart d'entre eux agissent de l'extérieur, certains agissent de l'intérieur (ce qui est peut-être plus inquiétant encore). Comptent parmi ces acteurs des États autoritaires comme la Russie, la Chine ou l'Iran, qui se livrent à des activités d'information hostiles dans les démocraties alliées pour y générer des tensions ou aviver celles qui existent déjà et y promouvoir leurs modèles répressifs de gouvernance. Certains acteurs non étatiques, en particulier les organisations terroristes, les courants d'extrême-droite, les mouvements conspirationnistes et les groupes informels motivés par l'appât du gain, développent des capacités sophistiquées de désinformation et de propagande. Ils exploitent les progrès technologiques sur lesquels les sociétés alliées s'appuient, pour renforcer encore leur capacité de diffusion de propos préjudiciables. Ces derniers sont surtout véhiculés par les citoyens de nos propres pays, à dessein ou involontairement.

4. Si chaque acteur a sa propre stratégie, possède ses propres moyens et poursuit ses propres objectifs, les efforts de chacun se renforcent et s'amplifient mutuellement. Cela crée un environnement informationnel fortement interconnecté – parfois oppressant –, où la frontière entre réalité et fiction ne cesse de s'estomper. Ainsi, la désinformation et la propagande restreignent la capacité des citoyens à accéder – et à souscrire – à des données vérifiées qui devraient éclairer leur participation à la gouvernance ; contribuent à accentuer la polarisation sociale et les frustrations eu égard à la démocratie ; et ébranlent la confiance du public dans le processus électoral.

5. Dans le communiqué publié à l'issue du sommet de l'OTAN qui s'est tenu en juin 2021, les chefs d'État et de gouvernement ont souligné que « [n]os pays demeurent confrontés à des menaces et à des défis émanant d'acteurs étatiques comme non étatiques qui ont recours à des activités hybrides dirigées contre nos institutions politiques, nos opinions publiques et la sécurité de nos concitoyens », soulignant ainsi les risques posés par les attaques hybrides, y compris les campagnes de désinformation, pour la démocratie. L'*Engagement renforcé en faveur d'une meilleure résilience*, adopté lors de ce sommet, précise que l'Alliance fait face « aux menaces et aux défis que des acteurs étatiques comme non étatiques font peser sur [sa] résilience », telles les

« activités d'information hostiles de plus en plus généralisées, notamment de désinformation, visant à déstabiliser nos sociétés et à saper nos valeurs communes ; [et les] tentatives d'entrave à nos processus démocratiques et à la bonne gouvernance ». En réaction à ces menaces, les dirigeants de l'OTAN ont rappelé que l'Alliance « amélior[e] sa connaissance de la situation et étoff[e] la panoplie des instruments à [sa] disposition pour lutter contre les menaces hybrides, y compris les campagnes de désinformation, en mettant au point un ensemble complet d'options de prévention et de réponse ».

6. Des pays partenaires, des instances internationales comme l'Union européenne, l'ONU et le G7, des entreprises privées et des organisations de la société civile ont, eux aussi, pris différentes mesures pour contrer les menaces qui pèsent sur l'espace de l'information. Le déluge continu de « désinformation » et de propagande sur la pandémie de Covid-19 n'a fait que renforcer la nécessité d'intensifier les efforts dans ce domaine. Qu'il s'agisse de législations nationales, d'instruments de lutte contre la désinformation aux initiatives en matière de culture médiatique et de littérisme numérique, ou grâce aux sites internet de vérification de faits, les moyens de lutter contre la désinformation et la propagande sont multiples. Toutefois, les mesures prises jusqu'à présent sont éparses et manquent de cohérence.

7. Ce rapport entend proposer des recommandations sur la manière de s'attaquer de manière plus efficace et cohérente à la menace que représentent la désinformation et la propagande pour la résilience démocratique des Alliés. Puisque les activités d'information hostiles se servent des vulnérabilités au plan national pour influencer les citoyens et façonner l'opinion publique, la réponse doit tout d'abord être trouvée chez nous et passer par : une coopération accrue avec les entreprises privées spécialisées dans la technologie ; des initiatives visant à améliorer la culture médiatique et le littérisme numérique, ainsi qu'à restaurer la confiance du public dans les médias ; et des stratégies de communication plus efficaces adaptées aux groupes auxquels elles s'adressent. Parallèlement, l'accent doit davantage être mis sur les valeurs libérales, notamment en veillant à protéger la liberté d'expression. Les pays membres de l'Alliance et leurs partenaires devraient prendre des mesures pour surmonter les désillusions vis-à-vis de la démocratie, qui fournit un terrain fertile à la désinformation et à la propagande. En raison de l'interaction entre les menaces internes et externes liées à l'environnement informationnel, une approche collaborative sur plusieurs niveaux s'impose. À l'échelle nationale, les États membres doivent adopter une approche pansociétale pour lutter contre les activités d'information hostiles. Pour ce qui est de l'OTAN, les Alliés se doivent de réaffirmer l'importance cruciale du lien transatlantique et du multilatéralisme, de même que leur attachement aux valeurs démocratiques. Dans cette lutte contre la désinformation et la propagande, ils doivent également renforcer la coopération pratique avec leurs différents partenaires.

## **II. UNE MENACE CROISSANTE QUI PORTE ATTEINTE À LA RÉSILIENCE DÉMOCRATIQUE DES SOCIÉTÉS ALLIÉES**

### **A. QU'ENTEND-ON PAR DÉSINFORMATION ET PROPAGANDE ?**

8. Plusieurs termes sont souvent utilisés de façon interchangeable dans le discours public pour parler des actions prises délibérément ou involontairement par différents acteurs dans l'environnement informationnel : désinformation, « mésinformation », fausses nouvelles ou propagande. Dans le présent document, la « désinformation » est définie comme « la création et la diffusion délibérées d'informations fallacieuses ou manipulées, dans le but d'induire en erreur ou de tromper » (OTAN, 2020). La désinformation peut prendre de multiples formes (qui vont de contenus fabriqués de toute pièce et qui relatent des faits erronés à des informations trompeuses car déformant la réalité). L'OTAN définit le terme « propagande » comme étant des « informations, particulièrement celles à caractère tendancieux ou trompeur, utilisées pour promouvoir une cause ou un point de vue » (OTAN, 2013). Si elle est tout aussi trompeuse, faussée et manipulatrice que

la désinformation ou d'autres formes de contenus équivoques, la propagande s'en écarte dans l'objectif qu'elle se fixe, à savoir promouvoir un programme politique ou idéologique concret.

9. Bien que le présent rapport soit essentiellement consacré à la désinformation et à la propagande, il est nécessaire de définir certains termes servant à décrire d'autres types de contenus trompeurs. La « mésinformation » désigne [*traduction non officielle*] une « information fautive [relayée par ignorance ou distraction], sans intention de tromper ». À ce titre, un même contenu peut soit être classé comme « désinformation » soit comme « mésinformation » selon son intention sous-jacente (Colley et consorts, 2020). Enfin, la « fautive nouvelle » est une information indubitablement fautive diffusée délibérément (West, 2017). Bien qu'il ait, à l'origine, signifié la même chose que le terme « désinformation », ce terme de « fautive nouvelle » est, depuis peu, de plus en plus utilisé pour nuancer une information véritable contre laquelle l'on s'inscrit en faux (Colley et consorts, 2020).

## **B. L'UTILISATION MALVEILLANTE DES AVANCÉES TECHNOLOGIQUES ET LES PROGRÈS CONSTANTS DE LA DÉSINFORMATION ET DE LA PROPAGANDE**

10. Le recours croissant à la propagande et à la désinformation pour influencer l'opinion publique est depuis longtemps lié aux avancées technologiques et à leur utilisation malveillante. L'invention de l'imprimerie à partir de 1436 a permis pour la première fois de diffuser plus vite et plus loin informations et désinformations, et par là-même d'orienter l'opinion publique. Le développement des moyens de communication de masse (presse, radio, télévision) a permis par la suite de recourir à la désinformation et à la propagande sur le plan sociétal, en particulier pendant les deux guerres mondiales et la guerre froide. Aujourd'hui, ces moyens de communication de masse continuent de faire partie des outils employés par les acteurs malintentionnés pour répandre leurs propos fallacieux.

### **Diffuser de fausses informations genrées, c'est ne pas donner voix aux femmes et nuire à la cohésion sociale**

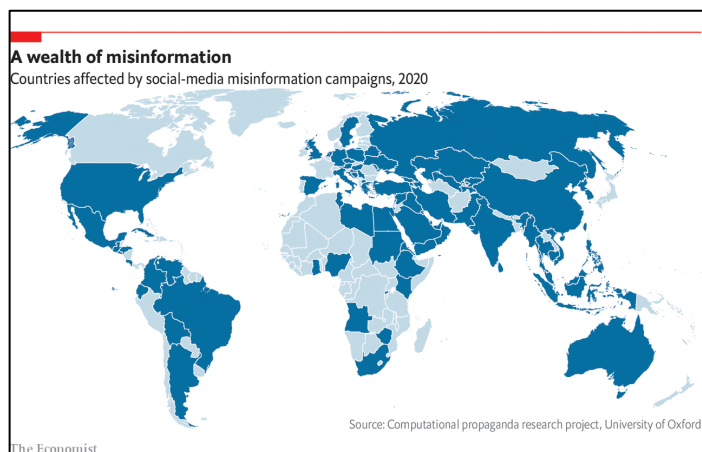
Les femmes sont fréquemment la cible spécifique de campagnes de désinformation. Différents acteurs nationaux et extérieurs diffusent des informations et des idées fausses ou malhonnêtes pour discréditer les femmes et les réduire au silence, à commencer par celles qui occupent des postes de haut niveau (femmes politiques, journalistes ou autres personnalités publiques). Ces campagnes de désinformation, qui exploitent les préjugés existants concernant les rôles de l'homme et de la femme, ont pour but d'accentuer la polarisation, de nuire à la cohésion sociale et d'affaiblir la participation des femmes à la vie politique (Di Meco, 2019). C'est ainsi qu'en 2017, un faux tweet sur Svitlana Zalishchuk, députée au Parlement ukrainien, a largement circulé sur internet après qu'elle eut prononcé aux Nations unies une allocution sur les souffrances endurées par les femmes dans l'est de l'Ukraine du fait de l'agression de la Russie. Ce tweet affirmait qu'elle avait promis de courir nue dans Kiev si l'armée ukrainienne perdait une importante bataille contre les militants illégalement armés soutenus par la Russie. Cette campagne de désinformation visait à entacher la réputation politique de Mme Zalishchuk et à la dissuader d'exprimer son opinion (Di Meco et Brechenmacher, 2020).

Les fausses informations genrées se sont multipliées au cours de la pandémie de Covid-19. Des informations fallacieuses ou tendancieuses ont été utilisées pour insinuer que les responsables de sexe féminin étaient incapables de répondre efficacement à la crise et pour décrédibiliser leurs actions. Ainsi une vidéo manipulée a-t-elle largement circulé montrant Irene Montero, ministre de l'Égalité du gouvernement espagnol, toussant alors qu'elle participait en Espagne, en mars 2020 (c.à.d. avant l'instauration de l'état d'urgence) à une manifestation autorisée dans le cadre de la Journée internationale des femmes. Une campagne de désinformation postérieure l'a également accusée, à tort, de ne pas s'être isolée alors qu'elle présentait les symptômes du coronavirus (Sessa, 2020).

11. Au cours des dernières décennies, le développement des moyens de communication modernes a de plus en plus complexifié le paysage de l'information. Ce dernier n'est plus l'affaire de quelques acteurs, tels que les États ou les médias traditionnels. Au contraire, il favorise les interactions entre groupes de personnes qui génèrent eux-mêmes une importante proportion des contenus. La diffusion des outils et des technologies nées de l'innovation (smartphones, internet sans fil, réseaux sociaux, etc.) a supprimé les obstacles à une participation généralisée des individus à l'espace en ligne. Par la création d'un marché des idées, l'internet peut servir de vecteur de la démocratisation (Bremmer, 2010). Tout un chacun peut partager du contenu avec le reste du monde en temps réel, peut devenir acteur de l'information et, par voie de conséquence, opérer des changements. Les printemps arabes de 2011-2012, par exemple, ont suscité l'espoir que le déverrouillage de l'espace de l'information engendrerait une réforme démocratique et contribuerait à plus de transparence et de responsabilité.

12. Il reste que l'accès à l'espace informationnel en ligne a été exploité par nombre d'acteurs opportunistes pour disséminer désinformation et propagande encore plus rapidement et de manière à toucher une audience plus large que par le passé. Ces acteurs profitent des vulnérabilités inhérentes à l'internet. D'abord, en facilitant la création et la diffusion d'informations, les outils en ligne permettent la multiplication des sources, mais, bien qu'elle soit positive en théorie, cette prolifération peut submerger le public, qui peut avoir du mal à juger de la crédibilité de ces sources et donc, de la fiabilité des renseignements fournis (OTAN, 2017). Ensuite, et si fondamental soit-il pour la liberté d'expression, l'anonymat permet aux acteurs malintentionnés de répandre sans efforts et de manière déguisée de préjudiciables contre-vérités en ligne sans en assumer les répercussions (Cordy, 2017 ; Bremmer, 2010). Enfin, en cantonnant les utilisateurs dans des « chambres d'écho », les algorithmes des réseaux sociaux contribuent indirectement à la diffusion de fausses informations ou de propagande. Leur but étant d'attirer et de maintenir l'attention de l'utilisateur, ils sont conçus pour proposer les contenus que ce dernier souhaite visualiser. Ils regroupent les utilisateurs dont les intérêts sont les mêmes et organisent le partage de contenus entre les membres de chaque groupe. Si l'algorithme place un utilisateur dans un groupe ayant manifesté de l'intérêt pour un contenu comportant des informations trompeuses ou de la propagande, il mettra répétitivement le même type de contenus à sa disposition. À la longue, en généralisant la désinformation et la propagande et en limitant l'accès de l'utilisateur à des informations vérifiées véhiculant des points de vue différents, cette exposition pourrait le convaincre de l'exactitude et de la véracité de contenus mensongers (Yaraghi, 2019).

13. La pandémie de Covid-19 a amplifié les répercussions d'une utilisation malveillante des outils technologiques pour diffuser de la désinformation et faire de la propagande dans l'espace de l'information. La crise sanitaire provoquée par la rapide propagation à échelle mondiale du nouveau coronavirus, s'est doublée d'une crise de l'information, notamment dans l'espace en ligne. Générée par les allégations fallacieuses ou tendancieuses qui ont circulé dans le monde entier sur les origines du virus, les traitements possibles, les mesures de protection et à présent la distribution des vaccins, cette crise de l'information a entravé les réponses nationales et de la communauté internationale et a contribué à une aggravation de la situation. Un rapport publié l'année dernière par l'*Oxford Internet Institute* a établi que des campagnes de désinformation avaient été menées dans 70 pays en 2019 et dans 81 pays en 2020 (Bradshaw et consorts, 2020). La pandémie a donc clairement démontré qu'aucun pays n'est à l'abri des conséquences, larges et insidieuses, de la désinformation et de la propagande.



14. À l'avenir, les technologies émergentes pourront encore accélérer la création, la diffusion et les effets de la désinformation et de la propagande. Le développement de l'intelligence artificielle (IA) transformera les interactions numériques et favorisera la diffusion d'informations fallacieuses ou prêtant à confusion. Les « bots » (des programmes automatisés qui inondent les réseaux sociaux de messages amplifiant les fausses informations ou la propagande) pourront de plus en plus anticiper sur les préférences personnelles et politiques des utilisateurs, ce qui facilitera, en retour, une plus grande manipulation de l'opinion publique. Même si les outils d'intelligence artificielle ne parviennent pas à modifier certaines opinions, ils pourraient submerger les gens de fausses informations ou de propagande et contribuer ainsi à davantage flouter la frontière entre réalité et fiction. Des outils permettant de produire des contenus prêtant à équivoque à grande échelle sont déjà développés à l'heure actuelle. C'est ainsi que le modèle de langage GPT-3 développé par un groupe de recherche indépendant – modèle dont la version bêta est sortie en 2020 – peut automatiquement parachever un texte suivant le style d'origine. Il est souvent difficile d'opérer la distinction d'avec le texte rédigé par un être humain (DiResta, 2020). De même, les hypertrucages (procédé consistant à soumettre des données audio ou vidéo à un ou plusieurs traitements informatiques, le résultat obtenu ayant l'apparence de la réalité. Il s'agit d'une manipulation numérique très réaliste et donc, difficilement détectable) sont susceptibles d'appuyer la diffusion de fausses informations ou de propagande. S'il est vrai que ces technologies sophistiquées profiteront à nos sociétés dans différents domaines, elles pourraient aussi permettre à des États ou à des acteurs non étatiques malintentionnés de manipuler facilement et de façon convaincante des contenus audio ou vidéo. En brouillant la distinction entre réalité et fiction, ces technologies sophistiquées, utilisées à mauvais escient, pourraient alors représenter une menace pour les institutions, les structures et les valeurs démocratiques.

### **C. L'IMPACT DE LA DÉSINFORMATION ET DE LA PROPAGANDE SUR LA RÉSILIENCE DÉMOCRATIQUE DES SOCIÉTÉS ALLIÉES**

15. La prolifération de désinformation et du travail de propagande posent autant de menaces à la résilience démocratique des sociétés alliées. Premièrement, en estompant la frontière entre la réalité et la fiction, la désinformation et la propagande ébranlent la confiance du public dans les sources fiables d'information. À ce titre, elles menacent de fragiliser l'un des piliers de la démocratie, à savoir la capacité des citoyens à accéder à des informations vérifiées auxquelles ils peuvent se fier pour participer activement au processus de gouvernance. Le fait est que la propagation, ces dernières années, de désinformation et de propagande a entraîné une perte de confiance du public envers le journalisme « classique » et les grands médias. Une enquête réalisée à échelle mondiale par Ipsos en 2019 a montré qu'en comparaison avec 2014, un tiers de moins de la totalité des adultes interrogés dans 27 pays (soit 34 %) avaient perdu confiance dans les journaux, les périodiques, la télévision et la radio (Grimm, 2019). De même, seulement 40 % des Américains (contre 53 % en 1997) faisaient confiance aux moyens de communication de masse pour rendre pleinement compte de l'actualité, avec précision et en toute impartialité (Brenan, 2020). Cela signifie que les citoyens ont davantage tendance à s'en remettre à des sources à fiabilité variable pour obtenir des informations, ce qui ouvre la voie à une plus grande exposition à la désinformation et à la propagande. C'est ainsi qu'un sondage effectué en 2020 sur base de neuf questions de culture politique a révélé que 17 % seulement des personnes qui passent par les réseaux sociaux pour suivre l'actualité politique, disposaient d'un niveau élevé de connaissances en la matière – contre 42 % des personnes qui se fient à la radio et 41 % qui s'en rapportent à la presse. Par ailleurs, 81 % des utilisateurs des réseaux sociaux (contre 72 % des auditeurs d'émissions de radio et 63 % des lecteurs de la presse écrite) avaient pris connaissance de la théorie du complot, selon laquelle des « puissants » auraient intentionnellement planifié la pandémie de Covid-19 (Mitchell et consorts, 2020). Fondamentalement, en démocratie, les citoyens doivent pouvoir appréhender les grands enjeux du moment et participer aux débats rationnels les concernant. La désinformation et la propagande, au contraire, les empêchent de prendre des décisions éclairées fondées sur des faits avérés.



**Première étude de cas : La désinformation russe à l'approche du référendum néerlandais sur l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine**

En avril 2016, la Russie a lancé une campagne de désinformation à l'approche du référendum néerlandais portant sur l'approbation de l'accord d'association UE-Ukraine, lequel visait à créer une association politique et économique plus étroite entre l'Ukraine et l'Union européenne. Ce référendum ne devait pas être contraignant. Cette campagne de désinformation a mis en lumière le désir tenace du Kremlin d'interférer dans les processus démocratique et a servi de canevas pour les activités d'information hostiles que la Russie mène depuis lors, autour d'élections et de référendums, dans les pays européens et aux États-Unis.

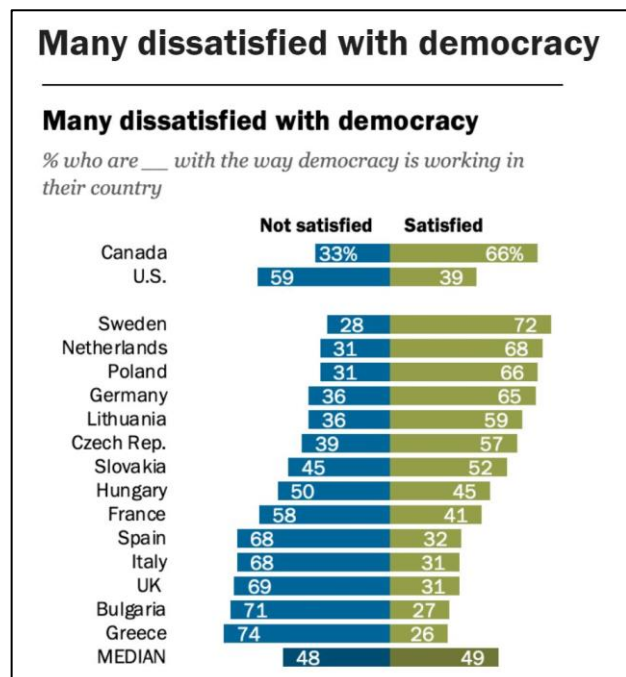
Fermement opposé à l'instauration de liens plus étroits entre l'Ukraine et l'UE, le Kremlin s'est employé à discréditer l'Ukraine et à inciter l'opinion publique néerlandaise à rejeter cet accord. Il a recouru à divers moyens et méthodes pour ce faire, et s'est servi des médias traditionnels (notamment *Russia Today* et *Sputnik*) pour diffuser de fausses informations sur cet accord (Applebaum, 2016). Cette désinformation a consisté à monter en épingle des faits présumés de corruption et de fascisme en Ukraine, à éveiller des craintes à propos de la menace – inexistante – que ce pays pourrait représenter et à disculper Moscou de la destruction du Boeing de la *Malaysia Airlines* qui assurait le vol MH17, afin d'en rejeter la faute sur Kiev. L'appareil avait été abattu en juillet 2014 dans l'est de l'Ukraine, au-dessus d'une zone contrôlée illégalement par les militants armés pro-russes ; environ 300 personnes ont péri dans le crash, au nombre desquelles près de 200 Néerlandais.

La campagne de désinformation menée par le Kremlin a aussi exploité les potentialités des médias sociaux et des plateformes numériques. En janvier 2016, des agents russes ont posté sur YouTube une vidéo fabriquée de toutes pièces montrant des soi-disant membres du bataillon Azov (un groupe paramilitaire ukrainien) menaçant de commettre des attaques terroristes aux Pays-Bas si les électeurs néerlandais rejetaient cet accord. Certes, tant le ministère ukrainien des affaires étrangères que le chef du bataillon Azov ont démystifié cette vidéo, mais celle-ci a énormément circulé sur les réseaux sociaux et a été largement repris par les médias néerlandais (Rettman, 2016). Le site internet de journalisme d'investigation spécialisé dans la vérification des faits et le renseignement en source ouverte *Bellingcat*, est arrivé à la conclusion qu'à l'origine, la vidéo avait été diffusée par un seul et même réseau de sites coordonnés et par des faux comptes connus pour être instrumentalisés par l'agence de propagande russe en ligne, l'*Internet Research Agency* (IRA) (Bellingcat, 2016).

La Russie a exploité l'influence exercée par différents acteurs nationaux, dont les intérêts concordaient avec les siens, pour répandre des propos fallacieux. Des personnalités politiques d'extrême gauche anti-européennes faisant campagne contre l'accord, ont repris les informations trompeuses russes et les théories du complot pour faire valoir leurs propres programmes de politique intérieure. Elles ont associé l'adoption de l'accord aux craintes entretenues à l'égard de l'immigration, ont avancé l'allégation erronée selon laquelle cet accord assurerait l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et ont relayé l'histoire inventée par la principale chaîne de télévision russe contrôlée par l'État selon laquelle des soldats ukrainiens auraient crucifié dans l'est de l'Ukraine un enfant de trois ans s'exprimant en russe (van der Noordaa, 2016 ; Applebaum, 2016 ; Higgins, 2017). Tant la Russie que certaines personnalités politiques locales ont trouvé de précieux alliés dans les membres de « l'équipe ukrainienne », lesquels s'opposaient fermement à l'accord et prétendaient relayer l'opinion d'un nombre important de citoyens ukrainiens. Le fait est que sur les réseaux sociaux et lors des réunions publiques et des émissions de télévision, ce groupe d'expatriés pro-russes (dont certains venaient de Russie et d'autres étaient issus des régions illégalement occupées par les séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine) n'a fait que ressasser les propos fallacieux russes pour nuire à la réputation de l'Ukraine et influencer les électeurs néerlandais (Higgins, 2017).

Soixante et un pour cent des suffrages lors de ce référendum consultatif se sont exprimés contre l'accord, 38,2 % pour (avec un taux de participation de 32,28 %). Si l'incidence de la désinformation russe sur ces résultats est difficile à quantifier, et si d'autres facteurs politiques internes peuvent les avoir influencés, il reste que l'implication manifeste de la Russie à l'approche du référendum a conduit les Pays-Bas à adopter des mesures visant à renforcer la résilience de leur système et de leurs processus électoraux face aux ingérences étrangères. Entre autres initiatives, le gouvernement néerlandais a lancé une campagne pour sensibiliser la population aux actions russes destinées à troubler les élections. Il s'est agi notamment d'informer le public sur les techniques de désinformation, d'infirmer les informations mensongères et de partager les éléments de preuve établissant le lien entre les médias russes et certaines activités déployées sur les réseaux sociaux (Brattberg et Maurer, 2018).

16. Deuxièmement, la désinformation et la propagande contribuent à accentuer la polarisation des sociétés alliées et à accroître le mécontentement eu égard à la démocratie. Des acteurs malintentionnés, tant nationaux qu'extérieurs, propagent en effet des informations partisans visant précisément à creuser les divisions politiques entre les citoyens des sociétés démocratiques (Niu et consorts, 2020). Quand bien même elle ne serait pas partisane, cette désinformation déferle dans le monde de l'information et suscite un sentiment de confusion et de fatigue vis-à-vis de celle-ci. Aussi les citoyens éliminent-ils souvent les points de vue qui ne correspondent pas aux leurs, pour ne s'appuyer que sur un nombre limité de sources déjà en adéquation avec leurs idées (Tavernise et Gardiner, 2019). Il s'ensuit qu'ils ne parviennent plus à s'entendre sur de simples faits, menaçant ainsi la cohésion de nos sociétés. En 2019, par exemple, 73 % d'Américains ont indiqué ne pas pouvoir se ranger à l'avis des militants d'autres partis sur des faits pourtant établis dans les affaires courantes des États-Unis (Dimock, 2020). Par conséquent, cela contribue à une diminution du degré de satisfaction à l'égard de l'exercice démocratique. Un sondage réalisé en 2020 par le *Pew Research Center* a montré que dans 14 pays européens, le pourcentage médian de personnes insatisfaites du fonctionnement de la démocratie dans leur propre pays était de 48 % (contre 49 % de gens satisfaits). Aux États-Unis, les insatisfaits étaient encore plus nombreux : 59 %, contre 39 % de gens satisfaits (Wike et Schumacher, 2020).



17. Les acteurs malveillants créent également des tensions ou enveniment les préexistantes dans les sociétés alliées, en diffusant des informations fallacieuses en ciblant les minorités et les migrants. C'est ainsi qu'en 2017, les portails internet financés par la Russie *sputniknews.lt* et *baltnews.lt* ont publié de multiples articles sur la discrimination dont aurait été victime la communauté polonaise en Lituanie, afin d'accroître les tensions interethniques dans le pays et d'entraîner une dégradation des relations polono-lituanienues (République de Lituanie, 2018). Lors de la visite virtuelle en Estonie d'une délégation de la CDS en avril 2021, les membres ont appris que la Russie diffusait, par le biais des médias de langue russe, de fausses informations auprès de la minorité russophone estonienne visant à semer la discorde dans le pays. Pour neutraliser ces campagnes de désinformation et leur objectif de fragmenter la société estonienne, Tallinn a multiplié les communications stratégiques comme l'un des six piliers de son concept de sécurité et a augmenté son investissement dans la défense psychologique et la résilience sociétale.

18. Les acteurs de la désinformation faussent également le discours sur l'immigration pour créer des frictions et susciter la grogne. En 2016, par exemple, les médias russes ont diffusé de fausses informations à propos des crimes que des migrants auraient soi-disant commis dans les pays européens dans le but d'ébranler la confiance de l'opinion publique dans la capacité de leur gouvernement à gérer la crise sur les migrations (Janda et Sharibzhanov, 2017). De même, en début de pandémie de Covid-19 de multiples acteurs – y compris des groupes soutenus par des États – ont diffusé certains messages faisant porter la responsabilité de la propagation du coronavirus sur les migrants (EUvsDisinfo, 2020).

19. Troisièmement, désinformation et propagande se répercutent dans la confiance accordée par le public à l'égard des élections ainsi que sur la participation aux scrutins. Cette phase cruciale du processus démocratique constitue une occasion rêvée – pour les acteurs autoritaires étrangers comme pour certains groupes nationaux – d'exercer une certaine influence sur les électeurs et d'orienter l'opinion publique. Par une large diffusion de contenus mensongers, les acteurs de la désinformation compromettent la confiance des citoyens à l'égard des processus électoraux et par là-même, leur participation et cherchent à la longue à saper la légitimité des démocraties alliées. Ainsi, les allégations fallacieuses de fraude qui n'ont cessé de se répandre à propos de l'élection présidentielle américaine de 2020, ont suscité une grande perplexité quant à la fiabilité des résultats. Un sondage effectué immédiatement après l'annonce des résultats a montré que 57 % seulement des Américains avaient confiance dans le système électoral de leur pays (Laughlin et consorts, 2021).

20. Certains acteurs malveillants diffusent des messages mensongers ou équivoques sur les élections, en ciblant spécifiquement les minorités raciales. Pendant la campagne présidentielle américaine de 2016, des opérateurs russes se sont servis des réseaux sociaux pour attiser les tensions raciales dans le pays et ainsi freiner la participation électorale des Afro-Américains (Bond, 2020). À l'approche de l'élection présidentielle de 2020, des acteurs nationaux et des agents extérieurs ont également relayé de fausses informations auprès des communautés afro-américaines et hispaniques (Timberg et Isaac, 2020). En manipulant les messages pour attiser les tensions raciales, ces acteurs veulent susciter la méfiance de ces communautés à l'égard du processus électoral pour, *in fine*, y faire baisser leur participation.

21. Pour toutes ces raisons, la désinformation et la propagande sont devenues les outils de prédilection d'un nombre croissant d'acteurs dont l'objectif principal est le même : à savoir saper et discréditer nos systèmes et nos institutions démocratiques ainsi que les valeurs qui les sous-tendent. Il est donc indispensable de cerner leur mode de fonctionnement et d'identifier les moyens qu'ils emploient pour lutter contre la grave menace que ces activités d'information hostiles représentent pour notre résilience démocratique.

### **III. LA PROLIFÉRATION DES ACTEURS QUI USENT DE LA DÉSINFORMATION OU DE LA PROPAGANDE**

#### **A. LA RUSSIE : UN MANIPULATEUR AVÉRÉ**

22. Comme l'ont souligné les dirigeants alliés dans le communiqué publié en juin 2021 à l'issue du sommet de l'OTAN, « la Russie a (...) intensifié ses activités hybrides visant des pays membres ou partenaires de l'OTAN, y compris par l'intermédiaire d'acteurs agissant pour son compte. Il s'agit notamment de tentatives d'ingérence dans les élections et les processus démocratiques de pays de l'Alliance, de pressions et de pratiques d'intimidation sur les plans politique et économique, de vastes campagnes de désinformation, d'actes de cybermalveillance ainsi que de sa complaisance à l'égard des cybercriminels qui sévissent depuis son territoire ».

23. Le Kremlin considère depuis longtemps que la manipulation de l'information représente un

moyen d'atteindre à moindre coût ses objectifs géopolitiques. Les campagnes de désinformation actuelles tirent leur origine des « mesures énergiques » que l'Union soviétique avait prises pour exercer une influence sur les gouvernements étrangers et leurs populations. Le fait est que la désinformation et le travail de propagande demeurent la pierre angulaire des efforts déployés aujourd'hui par la Russie pour influencer sur le cours des choses au plan mondial et nuire à ceux qu'elle considère comme ses ennemis, et notamment l'OTAN et les pays alliés à titre individuel. À cette fin, Moscou s'efforce de semer la division et la discorde au sein des pays démocratiques et entre eux, en exploitant des vulnérabilités institutionnelles et sociétales. Pour atteindre ces objectifs, la Russie diffuse des propos qui sont faux ou trompeurs par le biais d'un écosystème complexe de médias, constitué à la fois de médias classiques (comme l'agence de presse *Sputnik* ou le réseau de télévision *Russia Today -RT*) mais aussi de sites internet d'information et de réseaux sociaux (MacFarquhar, 2016). Les services gouvernementaux de renseignement et les sociétés qui leur sont affiliées (comme l'IRA) exploitent ces canaux pour infiltrer l'espace informationnel des démocraties et lui porter atteinte. Des messages mensongers sont créés puis répercutés à travers ce réseau de plateformes, pour être tôt ou tard relayés par les utilisateurs, volontairement ou non, dans les pays visés (Robbins, 2020).

24. Les activités de désinformation de la Russie ont été mises en lumière après l'élection présidentielle américaine de 2016. L'immixtion russe a consisté en une opération de désinformation d'envergure menée à long terme qui ciblaient les citoyens américains. Menée principalement par l'IRA, cette campagne multimédias a fait une large place aux questions sociales en même temps qu'aux messages partisans (DiResta et consorts, 2018). Les opérateurs basés en Russie ont publié quelque 80 000 posts sur Facebook sur une période établie à deux ans, entre juin 2015 et août 2017. On estime à près de 126 millions d'utilisateurs qui pourraient les avoir consultés dans cet intervalle (Ingram, 2017). Cette campagne avait pour objectif d'accentuer toujours plus la polarisation politique et sociale, de saper la confiance de l'opinion dans l'environnement de l'information et de jeter un certain discrédit sur la légitimité du processus démocratique. Depuis lors, des campagnes russes de désinformation ont visé les élections et les référendums qui se déroulent dans divers pays européens (Taylor, 2019).

25. De façon similaire, une campagne de désinformation en règle a été lancée par la Russie en 2018 pour se disculper de la tentative d'assassinat, à Salisbury (Royaume-Uni), de Sergueï Skripal, un ancien agent du renseignement russe. À l'issue de cet attentat, les activités d'information hostiles provenant de comptes exploités par des Russes auraient augmenté de 4 000 %, essentiellement du fait de l'utilisation de robots (Stewart, 2018). Certains pays partenaires, à commencer par la Géorgie et l'Ukraine, ont été ces dernières années particulièrement ciblés par des campagnes de désinformation et de propagande russes. En 2020, par exemple, les médias et les responsables russes ont accusé à tort le Centre Richard Lugar pour la recherche en santé publique (sis à Tbilissi), établi sous l'égide du Centre national géorgien de santé publique et de lutte contre les maladies, d'être en réalité un laboratoire secret américain qui effectue des expériences biologiques constituant une menace pour la Russie (Civil.ge, 2020). Les services de renseignement russes diffusent à présent de fausses informations pour affaiblir la confiance du public dans les vaccins occidentaux contre le coronavirus (Gordon et Volz, 2021).

## **B. LA CHINE : UNE MENACE ÉMERGENTE DANS L'ESPACE DE L'INFORMATION**

26. La Chine représente une menace émergente dans le domaine de la propagande et de la désinformation. Dans leur communiqué de juin 2021, les dirigeants alliés se sont déclarés préoccupés « par le fait que la Chine manque souvent de transparence et a fréquemment recours à la désinformation ». Jusqu'il y a peu, Pékin ne recourait aux informations fallacieuses ou tendancieuses que sur les questions clés d'orientation de ses intérêts stratégiques et géopolitiques, sur son territoire et dans son propre voisinage. Ainsi, pour elle, il s'est agi de manipuler les messages sur les manifestations en faveur de la démocratie à Hong Kong, sur le statut de Taïwan, le Tibet et la mer de Chine méridionale, et de réfuter les accusations de violations des droits humains dans la région autonome ouïgoure du **Xinjiang** (Roberts, 2020).

27. Pendant la pandémie de Covid-19, l'étendue et l'impact des activités chinoises de propagande et de désinformation – ainsi que les ambitions des autorités en la matière – se sont néanmoins considérablement accrus. Après la découverte initiale à Wuhan du nouveau coronavirus, le gouvernement chinois a mené une vaste campagne de désinformation visant à en rejeter la responsabilité sur d'autres et à détourner l'attention de la gestion initiale de la crise par Pékin (Gitter et consorts, 2020). Au début de la crise, les diplomates chinois et les comptes rendus officiels avaient ouvertement entrepris de diffuser des informations fausses ou équivoques. En mars 2020, par exemple, un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères avait partagé un article laissant entendre que le virus provenait des États-Unis et qu'il avait été « apporté » à Wuhan par l'armée américaine (Wong et consorts, 2020). Les activités de désinformation de la Chine à propos de la Covid-19 ont par la suite évolué ; les tactiques se sont faites plus discrètes, prenant davantage exemple sur le modèle russe. Les autorités se sont mises à déployer des stratégies plus subtiles de manipulation d'informations officieuses, y compris sur les sites internet et par le biais de faux comptes sur les réseaux sociaux, pour relayer des informations trompeuses (Brandt et Taussig, 2020). Ainsi des opérateurs chinois seraient-ils les grands responsables de la diffusion en ligne, en mars 2020, de fausses informations prétendant que l'administration américaine était sur le point d'annoncer un confinement national (Wong et consorts, 2020). Il est probable que ce recours à des méthodes discrètes caractérise dorénavant, au-delà de la pandémie, les activités chinoises en matière de désinformation.

28. Les objectifs de ces activités de désinformation et de propagande ont eux aussi évolué dans le contexte de la pandémie : désormais, ils consistent à ébranler la confiance dans les gouvernements démocratiques, à susciter la confusion et le chaos, à exploiter la contestation pour creuser les divisions au sein des sociétés alliées, à promouvoir l'image d'une Chine stable et forte, et à faire valoir ses principes antilibéraux et son modèle autoritaire de gouvernance pour les exporter.

### **Étude de cas n°2 : La campagne de désinformation et de propagande chinoise sur la vaccination contre la Covid-19**

Tout au long de la pandémie de Covid-19, la Chine a mené une grande campagne de désinformation et de propagande pour détourner l'attention de la façon dont, à ses prémices, les autorités avaient géré la crise ainsi que pour saper la confiance quant aux réponses des gouvernements démocratiques face au coronavirus. Avec la mise en circulation des vaccins contre la Covid, la Chine est entrée dans une nouvelle phase de son action visant à façonner de manière négative l'exposition des faits au plan mondial. Les conséquences de la propagande et de la désinformation chinoises à propos des vaccins, sont graves et considérables. En suscitant des doutes quant à l'innocuité des vaccins élaborés par les pays occidentaux, Pékin s'efforce de saper la confiance du public dans les institutions démocratiques alliées et dans leur capacité à répondre aux crises.

Via une campagne mondiale de propagande, les autorités ont décidé de promouvoir massivement l'utilisation des vaccins élaborés par la Chine (Wang, 2021). Pékin les considère comme un outil de communication et de diplomatie au service de la promotion et de l'exportation de son modèle autoritaire de gouvernance (Huang, 2021).

Elle les présente comme les seules options viables pour les pays à revenu faible ou moyen, les médias d'État et les diplomates faisant valoir le caractère abordable de leur prix et leur utilité et promettant aux pays d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient, des Caraïbes et d'Amérique latine qu'ils y auraient accès à titre préférentiel (Schafer et consorts, 2021). En juin 2020, par exemple, le président Xi Jinping a déclaré que les pays africains seraient parmi les premiers à bénéficier des vaccins chinois (Wee, 2020).

En janvier 2021, le quotidien *China Daily*, qui dépend du Département de la publicité (chargé de la censure [et également appelé Département de la propagande]) du Parti communiste chinois, a publié un article assorti de photos de dirigeants étrangers recevant un vaccin chinois.

Parallèlement, la Chine a lancé une campagne de désinformation visant à jeter le discrédit sur les vaccins élaborés par les pays occidentaux. Elle fait circuler tout à la fois, et par divers moyens, de fausses informations et des informations factuelles mais *in fine* trompeuses. Les médias traditionnels contrôlés par l'État, au nombre desquels *Xinhua*, *Le Quotidien du peuple* (*People's Daily*) et *China Daily*, ont largement traité du décès de personnes âgées ayant reçu le vaccin Pfizer-BioNTech en Norvège et ailleurs et ont accusé les médias occidentaux d'avoir minimisé ces incidents (Wang, 2021). Des acteurs chinois ont également relayé en ligne de fausses affirmations à propos des vaccins occidentaux. Des rapports ayant fait état du peu d'efficacité du vaccin chinois CoronaVac (Wee et Londoño, 2021), un réseau prochinois de propagande sur internet découvert par l'entreprise d'analyse des médias sociaux Graphika, a par exemple posté des vidéos remettant en cause l'innocuité du vaccin Pfizer-BioNTech (Nimmo et consorts, 2021). Les responsables chinois ont amplifié ces allégations malveillantes. Un compte rendu émanant du même réseau de propagande a été repris par Zhao Lijan, un porte-parole du ministère des affaires étrangères, ainsi que par les ambassadeurs chinois en Iran, en République dominicaine, en France et au Panama (Glaun, 2021). Gao Gu, dit George Gao, directeur du centre chinois de contrôle et de prévention des maladies, s'est, lui aussi, publiquement interrogé sur l'innocuité des vaccins à ARN messager (tels que ceux élaborés par Pfizer-BioNTech et Moderna) (Shih, 2021).

Cette campagne de désinformation chinoise sur l'efficacité et l'innocuité des vaccins occidentaux contre la Covid-19, a été reprise sous des formes analogues par les Russes et les Iraniens, qui l'ont amplifiée. Les médias russes, chinois et iraniens soutenus par l'État ont tous fait circuler l'idée que les journaux occidentaux avaient véhiculé une image négative des vaccins russes et chinois, et qu'ils avaient passé sous silence les inquiétudes envers l'innocuité des vaccins occidentaux (Schafer et consorts, 2021). Des acteurs russes et iraniens ont aussi participé à la diffusion, sur les réseaux sociaux, des fausses informations chinoises portant sur les vaccins contre la Covid-19. Un compte-rendu Twitter sur le vaccin russe Sputnik V a ainsi repris un article du *Global Times* attirant l'attention sur les décès que l'administration du vaccin Pfizer-BioNTech aurait provoqués (Paun et Luthi, 2021).

### C. LES ÉTATS AUTORITAIRES ET LA STRATÉGIE DE RENFORCEMENT MUTUEL

29. Parallèlement à la Russie et à la Chine, plusieurs États autoritaires intensifient leurs opérations de désinformation et de propagande au plan international (Alba et Satariano, 2019). L'Iran, en particulier, a considérablement étendu la portée de ses activités dans l'espace de l'information et les a complexifiées ces deux dernières années (Dubowitz et Ghasseminejad, 2020). En 2018, par exemple, Facebook a supprimé 652 comptes, pages ou groupes qui avaient un rapport avec les campagnes de désinformation iraniennes ciblant des utilisateurs au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Amérique latine et au Moyen-Orient (Solon, 2018). Les activités de désinformation et de propagande du pays n'ont fait qu'augmenter à l'apparition de la Covid-19. Par ces activités, Téhéran cherche à faire oublier sa mauvaise gestion de la crise sanitaire : en mars 2020, l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de l'Iran, a insinué que le nouveau coronavirus avait été créé par des scientifiques américains (Luxner, 2020).

30. La pandémie a également montré les synergies qui existent entre les campagnes de désinformation et de propagande menées par différents États autoritaires (notamment l'Iran, la Chine et la Russie). Les campagnes chinoises de désinformation, par exemple, ont été amplifiées en grande partie par le vaste appareil de propagande de la Russie. *RT* et *Sputnik* figurent en effet parmi les cinq médias non chinois les plus repris par les médias d'État financés par Pékin (Brandt et Taussig, 2020). De même, les médias iraniens ont appuyé les activités déployées par la Chine et la Russie dans l'espace de l'information (Watts, 2020). Cette convergence trilatérale des campagnes de désinformation et de propagande a un effet démultiplicateur, qui confère aux messages mensongers et préjudiciables diffusés par ces pays autoritaires un vernis de légitimité.

31. Les campagnes de désinformation lancées par ces États autoritaires ont certes réussi en partie à exploiter les failles des pays occidentaux et à y accentuer ces dernières années les lignes de fractures sociétales ; mais elles ne sont toutefois pas parvenues à faire que les citoyens des pays démocratiques portent en retour un regard positif sur ces États et leurs modèles totalitaires de gouvernance. Une étude réalisée en 2020 par le *Pew Research Center* a montré que 73 % des personnes interrogées dans 14 pays démocratiques d'Amérique du Nord, d'Asie et d'Europe, avaient une opinion défavorable de la Chine. Dans neuf de ces pays, les opinions négatives n'avaient jamais été aussi importantes depuis 2008 (Silver et consorts, 2020). Les points de vue sur la Russie sont tout aussi négatifs. En 2020, une autre étude menée par le *Pew Research Center* soulignait que seuls 18 % des Américains avaient une bonne opinion de la Russie, contre 44 % en 2007. Dans les principaux pays européens, environ un tiers des personnes interrogées en ont une opinion favorable, contre près de la moitié en 2011 (Huang et Cha, 2020).

#### **D. DÉSINFORMATION ET PROPAGANDE PAR DES GROUPES NON ÉTATIQUES**

32. Certains groupes terroristes ont développé des capacités sophistiquées de désinformation et de propagande, surtout dans l'espace virtuel. Daech s'est particulièrement avéré prolifique et efficace dans ce domaine. Entre 2014 et 2016, il a orchestré une campagne de propagande à vaste échelle par l'entremise des réseaux sociaux, en vue de revendiquer sa stature d'État, d'affirmer sa légitimité politique et religieuse, d'étendre son influence par-delà l'Iraq et la Syrie et de recruter des combattants étrangers. Pour ce faire, le groupe a créé ses propres magazines en ligne (*Dabiq* et *Rumiyah* [Rome]) et est parvenu à attirer de nombreux partisans dans la toile de ses comptes sur les réseaux sociaux. Depuis 2016 – année qui a marqué le début du démantèlement de l'organisation –, la présence en ligne de Daech et son influence sur la toile ont progressivement régressé. Sa propagande, qui constitue toujours une menace, subsiste toutefois. Celle-ci est désormais moins axée sur la nature d'État que le groupe revendique en Syrie et en Iraq, mais elle porte plus sur ses actions asymétriques clandestines dans ces deux pays et vise à encourager les attentats terroristes dans le reste du monde (Winter, 2017). D'autres groupes terroristes ont eu recours à la désinformation et à la propagande pour promouvoir leurs activités illégales et préjudiciables et pour mieux atteindre leurs objectifs de destruction.

33. Les formations d'extrême-droite et les groupes conspirationnistes figurent également au nombre des acteurs qui participent à l'élaboration et à la diffusion d'informations fallacieuses ou tendancieuses. Par exemple, en Europe, avant les élections au Parlement européen de 2019, les mouvements d'extrême-droite se sont largement servis des réseaux sociaux comme d'une arme pour diffuser des contenus inexacts et haineux (Avaaz, 2019). Aux États-Unis, les membres de QAnon (un terme générique utilisé pour désigner un ensemble de théories conspirationnistes d'extrême-droite réfutées émises à partir de 2017 par le forum de discussion 4chan) utilisent les plateformes en ligne pour diffuser de fausses informations sur, notamment, la Covid-19, les manifestations *Black Lives Matter* et l'élection présidentielle américaine de 2020 (Roose, 2021). Cette désinformation généralisée et la propagation à grande échelle de ces théories extrémistes du complot peuvent exacerber la violence politique. Le fait est que l'importante présence en ligne de tous ces groupes et la désinformation à laquelle ils recourent, ont joué un rôle déterminant dans la prise d'assaut du Capitole, le 6 janvier dernier (Butt, 2021).

34. Aux considérations idéologiques s'ajoute le fait que les campagnes de désinformation peuvent être dictées par l'appât du gain. C'est ainsi qu'à l'approche de l'élection présidentielle américaine de 2016, pas moins de 150 sites internet répandant des fausses histoires sur la façon dont se déroulait la campagne électorale, ont été administrés depuis la ville de Vélès, en Macédoine du Nord. Ces sites étaient essentiellement exploités par de jeunes gens encore adolescents ou dans la vingtaine ayant de véritables compétences sur les réseaux sociaux et qui, grâce aux recettes publicitaires, ont pu percevoir un revenu mensuel supplémentaire de l'ordre de 1 000 euros : ils y publiaient de fausses nouvelles aux manchettes incendiaires conçues pour diffuser auprès des utilisateurs américains des messages leur donnant envie de les colporter (campagnes publicitaires dites de « marketing viral ») (Hughes et Waismel-Manor, 2020). Bien qu'elles ne soient purement motivées que par la perspective de gains financiers, de telles opérations ne font qu'exacerber la polarisation et les tensions de nos sociétés démocratiques.

### **E. LES CITOYENS, PRINCIPAUX VECTEURS DE PROPAGANDE ET DE DÉSINFORMATION**

35. Même lorsqu'elles sont organisées par des acteurs extérieurs malveillants, la désinformation et la propagande finissent par se diffuser en grande partie à travers les actions de nos propres citoyens. En effet, ceux-ci sont les cibles principales et les grands vecteurs de ces fausses informations. À cet égard, il importe de faire la distinction entre la désinformation et la mésinformation. Certains individus diffusent délibérément de fausses informations sur leurs propres réseaux. Dans un sondage américain effectué en 2016, 7 % des adultes interrogés admettaient avoir partagé en ligne des informations politiques fallacieuses, alors même qu'ils les savaient fabriquées de toutes pièces (Barthel et consorts, 2016). Ces citoyens partagent souvent des nouvelles ou des informations qu'ils savent ou qu'ils pensent être fausses, parce qu'ils sont sensibles au(x) message(s) qui les sous-tend(ent) ou pour marquer leur identité sociale ou leur appartenance politique. En revanche, certains autres individus diffusent involontairement des informations prêtant à confusion. Dans le même sondage, 16 % des adultes interrogés déclaraient avoir partagé des informations politiques fallacieuses, pour découvrir ensuite qu'elles avaient été montées de toutes pièces. Cela s'explique en partie par le manque de connaissances médiatiques ou de littérisme numérique mais aussi par la surabondance d'informations en ligne à laquelle les utilisateurs doivent faire face - et qui empêche de faire la distinction entre des informations de qualité médiocre et des données ou des analyses de qualité (Lazer et consorts, 2017). Les acteurs nationaux et extérieurs malveillants exploitent ces faiblesses pour faire passer leurs messages fallacieux et/ou pernicious.

#### **Étude de cas n° 3 : La désinformation intérieure et la désinformation étrangère lors de l'élection présidentielle américaine de 2020**

Les informations déclassifiées désormais accessibles au public montrent que des campagnes étrangères visant à influencer les électeurs, conduites principalement par la Russie et l'Iran, ont ciblé l'élection présidentielle américaine de 2020. Ces campagnes avaient pour but de semer la discorde, d'induire les électeurs en erreur et de saper la confiance dans le processus électoral du pays. Il est à noter que la Chine n'aurait pas déployé de moyens aux fins de modifier le résultat du scrutin (*National Intelligence Council, 2021*).



La campagne russe qui a ciblé l'élection présidentielle de 2020, n'est que la dernière manifestation en date d'une longue série d'actions menées par le Kremlin pour influencer la politique américaine. Moscou s'était livré à des opérations de ce type lors des élections américaines de 2016 et de 2018, afin de semer la discorde et de tenter de manipuler l'électorat (Bureau du directeur du Renseignement national, 2021). En 2020, un grand nombre d'organisations gouvernementales russes et d'acteurs de la désinformation soutenus par le Kremlin ont mené des opérations destinées à infléchir le résultat de l'élection par le dénigrement de M. Biden, dont ils pensaient que l'accession à la présidence serait défavorable aux intérêts de la Russie. Au-delà des médias d'État russes et des trolls sur les réseaux généralement employés dans ce type d'opérations, ils ont utilisé des agents liés au renseignement russe. Ces différents acteurs ont fait remonter les propos influents du Kremlin auprès des médias et de personnages clés au sein des États-Unis (*National Intelligence Council*, 2021). Ils ont également cherché à ébranler la confiance du public dans le processus électoral en amplifiant les (fausses) allégations selon lesquelles le vote par correspondance était peu fiable, des affirmations répandues par des acteurs clés de la scène politique américaine (Barnes, 2020).

Par rapport aux élections américaines précédentes, lors du scrutin de 2020, l'Iran a joué un rôle sensiblement plus agressif. Les acteurs influents soutenus par Téhéran se sont livrés à de nombreuses actions provocatrices et déstabilisatrices aux fins d'exacerber les divisions sociales, de créer la confusion et de nuire au climat électoral (Watts et Chernaskey, 2021). En octobre 2020, l'Iran a envoyé des courriels menaçants aux électeurs démocrates de plusieurs États, exigeant qu'ils se désaffilient de leur parti. Ces messages, qui prétendaient émaner du groupe d'extrême droite *Proud Boys* (« Les fiers garçons »), visaient à intimider les citoyens et à susciter des troubles (*National Intelligence Council*, 2021). D'autre part, en décembre 2020, des acteurs iraniens du cyberspace ont utilisé des sites et des comptes sur les réseaux sociaux pour adresser des menaces de mort à 38 responsables électoraux américains, les accusant d'être complices d'une « gestion frauduleuse de l'élection » (Sardarizadeh, 2020). Ces efforts iraniens de désinformation visaient également à nuire au président Trump, le régime de Téhéran voyant en sa possible réélection une menace; celui-ci n'a toutefois pas cherché activement à appuyer davantage d'autres candidats (*National Intelligence Council*, 2021).

Si des acteurs étrangers ont certes diffusé de fausses informations pour influencer le cours de l'élection américaine de 2020, contrairement à celle de 2016, le *National Intelligence Council* n'a trouvé aucun élément indiquant qu'ils auraient tenté de modifier certains aspects techniques du processus électoral (inscription sur les listes électorales, processus de vote ou dépouillement des bulletins de vote, par exemple) (*National Intelligence Council*, 2021). Cette non-ingérence « technique » signifie que ces opérations étrangères n'ont vraisemblablement eu qu'un impact négligeable sur le résultat du scrutin. Le fait est que les craintes exprimées au sujet d'une possible immixtion ont abouti en 2020 à la mise en place de mesures de protection plus efficaces, le gouvernement américain comme les réseaux sociaux ayant adopté une attitude plus dynamique en matière de lutte contre les actions préjudiciables (Watts et Chernaskey, 2021).

S'il est vrai que des acteurs étrangers ont contribué à la diffusion de désinformation autour de l'élection présidentielle américaine de 2020, des acteurs nationaux ont joué un rôle encore plus prépondérant et plus destructeur dans l'espace de l'information. Des agents politiques, des groupuscules d'extrême droite conspirationnistes et des individus insatisfaits ont repris la stratégie que les acteurs de la désinformation russes avaient été les premiers à appliquer, à savoir le recours à un grand nombre de faux comptes pour répandre des faux contenus (Niu et consorts, 2020). À l'approche de l'élection, ces acteurs malintentionnés ont exploité les incertitudes provoquées par la pandémie de Covid-19 pour semer la confusion quant aux procédures de vote, faisant circuler des fausses allégations et des rumeurs sur les problèmes liés au vote par correspondance (Myre et Bond, 2020). Le jour du scrutin, des incidents isolés ont été interprétés à tort comme étant la preuve qu'il y avait bien eu des fraudes massives (Alba et Plambeck, 2020).

Les actions concertées menées par des acteurs malveillants, tant nationaux qu'étrangers, aux fins de contaminer l'espace de l'information et de faire vaciller la confiance dans le système électoral américain avant et après l'élection, ont débouché sur la violente insurrection dont le Capitole a été la cible le 6 janvier 2021 (Watts et Chernaskey, 2021).

#### IV. APERÇU DES EFFORTS ENTREPRIS AU SEIN DE L'ALLIANCE ET AU-DELÀ POUR LUTTER CONTRE LA PROPAGANDE ET LA DÉSINFORMATION

##### A. LE RÔLE ESSENTIEL DES PAYS MEMBRES ET DES PAYS PARTENAIRES

36. Lutter contre la désinformation et la propagande relève avant tout de la responsabilité nationale. Aussi les pays membres et les pays partenaires ont-ils adopté des approches différentes et pris tout une série de mesures pour contrer la menace représentée par les activités d'information hostiles. Si cette diversité rend la coopération difficile, elle permet de procéder le cas échéant au partage – et, si possible, à la transposition – des meilleures pratiques et des enseignements tirés.

37. Premièrement, certains pays ont adopté des lois et pris des mesures réglementaires visant à enrayer la désinformation. L'Allemagne, par exemple, a adopté en 2017 le projet de loi NetzDG (ou « loi sur les réseaux » depuis son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018), qui impose aux réseaux sociaux ayant plus de 2 millions de visiteurs de supprimer les contenus « manifestation illégaux » dans un délai de 24 heures après leur signalement, sous peine d'être condamnés à une amende pouvant aller jusqu'à 50 millions d'euros (Morar et dos Santos, 2020). De même, en 2018, la France a adopté un projet de loi contre la manipulation de l'information (ou loi du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information), qui oblige les opérateurs des grandes plateformes en ligne : à divulguer l'identité des personnes physiques ou la raison sociale des personnes morales qui leur versent des rémunérations en contrepartie de la promotion de contenus d'information se rattachant à un débat d'intérêt général ; à divulguer le montant de ces rémunérations ; à conférer au Conseil supérieur de l'audiovisuel, s'il constate que le service ayant fait l'objet d'une convention conclue avec une personne morale contrôlée par un État étranger diffuse de façon délibérée de la désinformation, le pouvoir d'ordonner la suspension de ce service ; et à autoriser le juge des référés à prescrire, pendant les trois mois précédant un scrutin national (ou l'élection des représentants français au Parlement européen) toutes mesures nécessaires pour faire cesser la diffusion, sur ces plateformes, desdites informations fallacieuses ou tendancieuses (Robinson et consorts, 2019). En février 2020, Washington a qualifié cinq agences de presse chinoises d'agents de propagande du Parti communiste chinois (PCC), et leur a imposé une limite sur le nombre d'employés qu'ils pouvaient avoir aux États-Unis (Jakes et Myers, 2020). Selon le même principe, en février 2021 l'instance régulatrice de la radiotélédiffusion au Royaume-Uni a retiré sa licence de diffusion à la chaîne internationale chinoise CGTN (*China Global Television Network*), notamment en raison de son affiliation au PCC (Hern, 2021). Toujours en février, l'Ukraine a procédé à la fermeture de trois chaînes de télévision accusées de propager de la désinformation russe et de poser un risque pour la sécurité nationale (Olearchyk, 2021). Les mesures législatives et réglementaires de cette nature, aux répercussions importantes, ne sont toutefois pas appuyées de la même manière par les pays membres de l'Alliance. Certains d'entre eux se disent inquiets que celles-ci n'entraînent une censure, brime la liberté d'expression et étouffe des voies de contestation légitime (West, 2017).

38. Deuxièmement, les pays membres et les pays partenaires ont mis en œuvre différents programmes de sensibilisation et de résilience sociétale face à toutes les formes d'informations hostiles, tels que des initiatives d'éducation aux médias et de littérisme numérique ou des sites internet de vérification de faits. C'est ainsi que le ministère letton de la culture finance, depuis 2017, des projets articulés autour du journalisme d'investigation, de la démystification et de l'étude des médias. Il organise en outre, au sein des établissements scolaires, des joutes oratoires nationales axées sur les connaissances médiatiques et a lancé une campagne sociale sur la compétence médiatique et la sécurité sur internet destinés aux enfants de 5 à 8 ans (Ločmele, 2019). Aux États-Unis, l'agence de cybersécurité et de sécurité des infrastructures (un organisme fédéral indépendant mis en place en 2018 sous la supervision du département de la sécurité intérieure) a créé un site internet de vérification des faits (*rumorcontrol*) pour réfuter les fausses accusations ou les allégations équivoques qui se sont rapportées à l'élection de 2020 (Miller, 2020). En Estonie, la Ligue de défense estonienne (une organisation paramilitaire relevant du ministère de la défense) a

créé le site internet de lutte contre la propagande *propastop.org*, qui signale les informations fallacieuses ou tendancieuses diffusées en ligne et dans les médias. Certains pays partenaires se trouvent également à l'avant-garde des efforts visant à accroître les connaissances médiatiques et la résilience sociétale face à la désinformation et à la propagande. La Finlande notamment, qui s'est attachée à sensibiliser les jeunes à la menace que les contenus trompeurs représentent. Les autorités du pays ont fait de la maîtrise de l'information et de la réflexion critique les éléments principaux du programme national d'enseignement primaire, et ont lancé une semaine d'éducation aux médias qui se tiendra chaque année (Henley, 2020). En partie grâce à ces efforts, la Finlande s'est classée première lors d'une évaluation des niveaux d'éducation aux médias réalisée en 2019, en Europe (*Open Society Institute*, 2019). Lors de la session de printemps 2021, accueillie en ligne par la Suède, les membres ont appris que l'Agence suédoise pour les contingences civiles (MSB) avait établi des modèles opérationnels pour mieux comprendre la menace représentée par la désinformation et sensibiliser les fonctionnaires et le grand public à riposter contre toutes ingérences étrangères. Pour compléter et renforcer ces efforts, le gouvernement a annoncé en 2018 la création, d'ici 2022, d'une agence de défense psychologique.

39. Enfin, la plupart des pays membres et des pays partenaires ont déployé ou soutenu des actions de communication visant à contrer les effets de la désinformation et de la propagande. Ainsi, à l'approche des élections locales et européennes de 2019, le gouvernement néerlandais a-t-il mis en œuvre une campagne de sensibilisation en ligne afin d'informer la population sur le flot de désinformation répandu sur internet (Robinson et consorts, 2019). Les autorités lettonnes ont lancé une campagne de communication pour lutter contre la désinformation intitulée « Les médias ne sont pas une farce » qui ciblait essentiellement les jeunes et les personnes âgées (*Media and learning*, 2019). En avril 2021, l'Ukraine a créé un centre de lutte contre la désinformation chargé de surveiller et de protéger l'espace informationnel ukrainien par la sensibilisation du public aux effets déstabilisateurs de la désinformation et de la propagande (Présidence ukrainienne, 2021). D'autres États membres ont appuyé les efforts de leurs médias internationaux de service public (*Deutsche Welle*, *BBC World Service*, France Médias Monde, CBC Radio-Canada, *U.S. Agency for Global Media*, etc.) pour dénoncer la désinformation et s'y opposer au moyen de faits vérifiés (Garriaud-Maylam, 2020).

## B. LES EFFORTS POURSUIVIS PAR L'OTAN

40. Dans la déclaration du sommet de Bruxelles de 2018, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'OTAN ont souligné qu'ils « [étaient] confrontés à des menaces hybrides, prenant notamment la forme de campagnes de désinformation et de cyberactivités malveillantes ». Ces activités d'information hostiles visent à miner les principes libéraux qui définissent l'Alliance. En effet, l'OTAN se différencie de ceux qui la menacent par les valeurs démocratiques que partagent ses pays membres et qui les unissent au sein de l'alliance de sécurité la plus couronnée de succès de l'histoire. Aussi la propagation rapide de désinformation et de propagande active préoccupe-t-elle de plus en plus l'Organisation.

41. Depuis 2018, l'OTAN intensifie ses efforts pour tenter d'en venir à bout. Les mesures prises pour faire face aux activités d'information hostiles suivent une double approche : dans un premier temps, elle cherche à *appréhender* l'environnement informationnel dans lequel elle doit opérer (pour ce faire, elle repère, surveille et analyse les menaces, y compris les campagnes de désinformation et de propagande) ; dans un deuxième temps, elle intègre ces observations dans ses efforts de communication et *adapte* sa communication stratégique pour contrecarrer plus efficacement la désinformation. Un troisième principe sous-tend la stratégie de l'OTAN : la *coordination*. L'Organisation s'attache à synchroniser les efforts qu'elle déploie au plan interne, et coopère étroitement avec les acteurs extérieurs qui sont aux prises avec les mêmes menaces (les pays partenaires, l'UE, le secteur privé, etc.) (OTAN, 2020).

42. L'OTAN ne répond pas à la propagande par la propagande. Des communications proactives, crédibles et qui rétablissent les faits constituent les meilleurs moyens de lutter contre les activités

d'information hostiles. L'Organisation utilise une série d'outils pour réfuter les allégations mensongères et dénoncer la désinformation dirigée contre l'Alliance, au nombre desquels les déclarations aux médias, les points de presse, les démentis et la vérification des faits. La division diplomatie publique de l'OTAN tient à jour une page sur internet (intitulée « Mise au point ») pour exposer les faits et répondre aux informations fallacieuses ou tendancieuses que les médias et les autorités russes font circuler sur l'Alliance (OTAN, 2019). Alors même qu'elle réfute les allégations qui lui sont hostiles, elle s'efforce également de mieux faire connaître l'Alliance et de mieux expliquer ses missions aux populations des pays alliés et au-delà. Pour ce faire, elle a lancé sa campagne #WeAreNATO (« Nous sommes l'OTAN »), qui cible tout particulièrement les jeunes, en présentant l'OTAN sous un autre angle (celui de ses valeurs) et en renforçant la résilience face à la propagande et à la désinformation.

43. L'OTAN apporte également son soutien aux pays membres en matière de lutte contre les menaces dans l'espace de l'information. Ainsi développe-t-elle à l'heure actuelle pour les Alliés une « boîte à outils » pour lutter contre la désinformation et les informations hostiles (les définitions clés, les approches et les réponses possibles) dont ils pourront se servir pour partager les enseignements tirés et, si possible, pour transposer les meilleures pratiques. Par ailleurs, en 2018, les dirigeants de l'Alliance ont approuvé la création d'équipes de soutien pour la lutte contre les pratiques hybrides, c'est-à-dire de groupes d'experts capables, à la demande d'un Allié et en fonction de ses besoins spécifiques, de l'aider à se préparer ou à répondre à des attaques hybrides, y compris des activités de désinformation et de propagande (OTAN, 2019). Une équipe de ce type a été déployée pour la première fois au Monténégro, en novembre 2019, pour renforcer les capacités du pays destinées à lutter contre les menaces sur internet car l'on craignait que la Russie n'y influence les élections de 2020 (Segers, 2020). En 2020, l'OTAN a mis sur pied une autre équipe pour aider la République de Macédoine du Nord à combattre la désinformation en ligne provenant, notamment, de la Russie (Finabel, 2020).

44. Créé en 2014 à Riga et structurellement distinct de l'OTAN mais homologué par elle, le centre d'excellence pour la communication stratégique (StratCom COE) contribue à l'amélioration des capacités de l'Alliance et des États membres en matière de communication stratégique et, partant, de lutte contre la désinformation. Il mène des analyses poussées sur les différents sujets qui y sont liés et conseille et apporte un soutien aux Alliés et à l'OTAN. Il s'appuie sur les connaissances et les compétences analytiques de spécialistes militaires internationaux et d'experts civils issus notamment du secteur privé et de la communauté universitaire.

45. En mai 2021, le centre euro-atlantique pour la résilience a été établi en Roumanie pour faciliter la recherche et la coopération en matière de résilience dans l'ensemble de l'Alliance. Ses travaux s'articulent autour de trois piliers : l'atténuation du risque grâce à l'anticipation et à l'adaptation ; la mise au point d'outils analytiques et le développement des meilleures pratiques ; et la coopération en matière d'éducation et de formation, ainsi que par le biais d'exercices conjoints. Le champ d'application de ses travaux est vaste et de nombreux aspects de la résilience y sont pris en compte, notamment la résilience sociétale face aux tentatives de déstabilisation menées par des acteurs tant étatiques que non étatiques. Cette entité nationale relevant du ministère roumain des affaires étrangères entend devenir par la suite un centre international comparable, sur le plan structurel, au centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides.

46. Si l'OTAN intensifie ses efforts de lutte contre la désinformation et la propagande depuis quelques années déjà, elle doit pourtant accélérer ses travaux en la matière. La rapporteure spéciale s'associe pleinement à l'engagement pris par les chefs d'État et de gouvernement lors du sommet de l'OTAN en juin 2021, de continuer d'améliorer notre connaissance de la situation et d'étoffer la panoplie des instruments mis à notre disposition pour lutter contre les menaces hybrides, notamment les campagnes de désinformation, en mettant au point un ensemble complet d'options de prévention et de réponse. Elle se félicite également de l'adoption par les dirigeants alliés de l'*Engagement renforcé en faveur d'une meilleure résilience*, dans lequel ils insistent sur la menace croissante posée par les activités d'information hostiles, s'engagent à renforcer la

communication publique de l'OTAN et reconnaissent la nécessité d'adopter une approche pansociétale de la résilience.

47. Comme le réaffirme le communiqué publié à l'issue du sommet et l'*Engagement renforcé en faveur d'une meilleure résilience*, les pays de l'OTAN sont liés par des valeurs communes. Ces valeurs démocratiques et l'ordre international fondé sur des règles qu'elles sous-tendent, doivent être protégés contre les attaques d'acteurs malveillants, aussi bien au niveau national qu'à l'étranger. La lutte contre la désinformation et la propagande doit donc s'inscrire dans ces efforts.

### **C. LES INITIATIVES ÉMANANT D'AUTRES ACTEURS MULTILATÉRAUX**

48. L'approche de l'UE en matière de lutte contre la désinformation et la propagande comprend plusieurs instruments et initiatives spécifiques. En 2015, le service européen pour l'action extérieure a mis en place son équipe chargée de la communication stratégique dans le voisinage oriental (*Task Force East Stratcom*) afin de prendre des mesures contre les campagnes de désinformation menées par la Russie contre l'UE et ses États membres. En 2018, la Commission européenne a publié un code de bonnes pratiques contre la désinformation, auquel les opérateurs des plus grandes plateformes en ligne ont adhéré de leur plein gré. La même année, elle a adopté un plan d'action contre la désinformation, dont l'un des éléments essentiels est le système d'alerte rapide visant à détecter et à surveiller en temps réel les campagnes de désinformation et de propagande (Commission européenne, 2021). En décembre 2020, celle-ci a mis en place le plan d'action pour la démocratie européenne pour protéger la liberté des médias et lutter contre la désinformation dans le cadre d'élections (Commission européenne, 2020).

49. L'UE est un partenaire clé de l'OTAN dans la riposte aux menaces relatives au domaine de l'information. Les dirigeants alliés ont souligné la valeur et la solidité de cette coopération dans leur communiqué de juin 2021, dans lequel ils rappellent que « [l']environnement stratégique actuel et la pandémie de Covid-19 mettent en lumière l'importance que revêt la coopération entre l'OTAN et l'UE face aux défis de sécurité existants et à leur évolution » (défis parmi lesquels figure la désinformation). Ces dernières années, les deux organisations ont renforcé leur action conjointe de lutte contre la désinformation dans le contexte plus large de leur réponse aux menaces hybrides. Leurs interactions ont été consacrées à l'augmentation des échanges d'information entre services, à l'amélioration des capacités d'analyse de la désinformation, à la coordination des transmissions et au renforcement des capacités d'alerte communes visant à repérer les activités d'information hostiles (par exemple, dans le cadre du système d'alerte rapide susmentionné auquel l'OTAN participe) (UE-OTAN, 2020). L'ouverture du centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides est venue compléter la coopération entre l'UE et l'OTAN dans ce domaine ; ce centre fournit un cadre propice à des consultations au niveau stratégique entre Alliés et États membres de l'UE et organise des exercices d'entraînement conjoints.

50. D'autres initiatives ont été prises pour lutter contre la désinformation, comme le mécanisme de réaction rapide du G7 visant à renforcer la coordination entre ses membres en matière de recensement et de prévention des menaces qui guettent les démocraties, et de réaction face à leur évolution. De façon similaire et compte tenu de l'afflux des informations fallacieuses ou tendancieuses sur la pandémie de coronavirus, les Nations unies ont lancé en 2020 la campagne « Vérifié », qui vise à diffuser des contenus fiables et à contrer la désinformation concernant cette situation d'urgence sanitaire (ONU, 2020).

### **D. L'ÉVOLUTION DU RÔLE DES OPÉRATEURS DE RÉSEAUX SOCIAUX DANS LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION**

51. Longtemps peu enclins à s'attaquer à l'utilisation malveillante de leurs plateformes en ligne, les opérateurs ont reconnu progressivement le risque posé par la désinformation et ont récemment pris des mesures pour y faire face (Polyakova et Fried, 2019). Au cours des dernières années, ils ont modifié leur politique et opéré des changements dans leurs mécanismes de surveillance et

leurs paramètres d'exploitation pour réduire la diffusion de désinformation. À titre d'exemple, Twitter a interdit les publicités à caractère politique sur son réseau afin d'en prévenir une utilisation malveillante et Google et Facebook ont temporairement fait de même au moment de l'élection présidentielle américaine de 2020 (*The Economist*, 2020). Outre ces changements structurels, les opérateurs de médias sociaux ont adopté des mesures proactives visant à consigner et à étiqueter les contenus jugés trompeurs ou faux. Ainsi Facebook a-t-il annoncé en décembre 2020 qu'il supprimerait tous messages contenant des allégations invalidées par les experts en santé publique relatives aux vaccins sur le coronavirus (Isaac, 2020). À l'approche de l'élection présidentielle américaine de 2020, Twitter a procédé à l'étiquetage des tweets jugés fallacieux et y a ajouté des avertissements pour renvoyer les utilisateurs vers des informations dignes de foi, avant qu'ils ne puissent relayer leur message initial (*BBC News*, 2020).

52. Il reste que les mesures prises par ces opérateurs ne sont pas une panacée au problème de la désinformation. Les dispositions législatives et l'intervention gouvernementale – qui restent limitées - laissent aux réseaux sociaux le soin d'élaborer leurs propres directives. Cette situation est insatisfaisante et doit être repensée, et ce, pour deux raisons principales : Premièrement, l'autoréglementation ne permet pas toujours d'éliminer les faux contenus ou d'empêcher les acteurs malveillants de diffuser des informations trompeuses ou de nature à semer la division (Berzina et consorts, 2019) ; et deuxièmement, laisser aux seuls opérateurs de plateformes en ligne la responsabilité de s'attaquer à la désinformation, conduit à s'interroger sur la censure qu'ils sont en mesure de pratiquer, sur la politisation des réseaux et leur manque de transparence. La frontière entre, d'une part, la désinformation et, d'autre part, la liberté d'expression doit donc être fixée en suivant un processus démocratique et non pas être laissée à l'appréciation d'entreprises privées. En collaboration avec le secteur privé et la société civile, les gouvernements démocratiques devraient s'efforcer de parvenir à une définition partagée de la menace que représente la désinformation en ligne, pour pouvoir établir des normes communes sur la façon d'y faire face, tout en protégeant la liberté d'expression.

#### **Étude de cas n° 4 : La diffusion de faux contenus sur les vaccins contre la Covid-19 au sein des communautés hispaniques des États-Unis**

Ces dernières années, différents acteurs tant nationaux qu'étrangers ont mis en œuvre des campagnes de désinformation visant spécifiquement les groupes minoritaires. Alors que les campagnes de vaccination contre la Covid-19 progressent à l'échelle mondiale, des campagnes de désinformation de même envergure diffusent de faux contenus sur les vaccins. La mésinformation joue aussi un rôle important dans la propagation de tels contenus, les personnes pouvant consulter des informations incertaines ou préjudiciables, s'y fier et les répandre involontairement. Les communautés minoritaires sont particulièrement exposées au risque de désinformation ou de mésinformation en matière de santé, en raison de facteurs structurels (disparités économiques et sanitaires, notamment) qui trouvent souvent leur expression dans une méfiance à l'égard des prestataires de soins de santé et des mesures de santé publique (Guynn et Murphy Marcos, 2021).

Au sein des communautés hispaniques des États-Unis, les théories du complot et les mensonges sur les vaccins et la santé sont extrêmement répandus. Dans une vidéo qui circule sur les réseaux sociaux, une femme qui se dit professionnelle de la santé au Salvador et qui s'exprime en espagnol, prévient les internautes que les vaccins contre la Covid-19 sont dangereux car ils reposent sur des « mécanismes » jamais employés auparavant en médecine humaine (Weissert, 2021 ; Hassanein, 2021). D'autres vidéos s'adressant plus particulièrement aux communautés hispaniques font croire que les vaccins provoquent des maladies ou rendent stériles, ou encore qu'ils contiennent une micropuce permettant de suivre à la trace les personnes vaccinées.

La diffusion sur internet de fausses informations ou d'informations erronées peut avoir pour ces communautés - et le grand public - des conséquences très concrètes sur leur santé. Les communautés latino-américaines ont souffert de manière disproportionnée pendant la pandémie. Il n'empêche qu'en janvier 2021, au tout début de la campagne de vaccination, les gens hésitaient encore très largement à se faire vacciner, notamment en raison de l'influence que ces fausses informations ou ces informations erronées continuaient d'exercer sur eux : 36 % seulement des « Hispaniques » indiquaient à l'époque qu'ils se feraient vacciner - ils étaient 46 % parmi les « Blancs non hispaniques » à affirmer de même. (Kearney et consorts, 2021).

Depuis, les initiatives de communication menées sur le terrain par les autorités locales, le personnel médical et les représentants religieux, ont porté leurs fruits au sein des communautés hispaniques - et d'autres communautés minoritaires-, surtout dans les grandes villes (Hoffman, 2021). C'est ainsi que les professionnels de la santé et les dirigeants communautaires ont partagé des informations sur les vaccins et ont mis fin aux contre-vérités dans le cadre de la campagne en langue espagnole #*VacunateYa* lancée sur les réseaux sociaux (Gynn et Murphy Marcos, 2021). En mai 2021, le maire de Los Angeles a pris l'initiative d'une campagne de communication en anglais et en espagnol incarnée par des célébrités hispaniques pour encourager la population latino- américaine de la ville à se faire vacciner (Maire de Los Angeles, 2021). Parmi d'autres actions entreprises, il convient de citer en particulier les émissions de radio en espagnol, et la collaboration entre les autorités locales, les organisations de la société civile et les institutions religieuses, autour de projets communautaires d'échange d'informations. Certes, 47 % seulement des adultes d'origine hispanique avaient reçu au moins une dose de vaccin contre la Covid-19 au 1<sup>er</sup> mai 2021 (contre 60 % des adultes blancs), mais, en partie grâce à ces efforts, parmi les résidents américains qui n'avaient pas encore été vaccinés début mai, les adultes latino-américains étaient deux fois plus nombreux que les adultes blancs de souche non hispanique à affirmer vouloir se faire vacciner dans les plus brefs délais (Hamel et consorts, 2021).

La plupart des fausses informations ou des informations erronées sur les vaccins qui circulent au sein de ces communautés, leur parviennent en ligne, aussi bien dans le cadre de plateformes ouvertes (médias sociaux, par exemple) que par des canaux de communication privés. Dans ce dernier cas, les risques se trouvent encore accrus. Les diasporas et les communautés immigrées utilisent souvent des applications de messagerie chiffrée pour partager des informations avec leurs réseaux d'amis ou de parents ; de fait, en 2019, 42 % des Hispaniques présents aux États-Unis utilisaient WhatsApp, contre 13 % des Blancs non hispaniques (Perrin et Anderson, 2019). Toujours est-il qu'au sein de ces groupes de messagerie privée, les fausses informations peuvent circuler sans aucun contrôle (à la différence des plateformes ouvertes où les contenus sont modérés, une surveillance limitée est exercée sur les informations partagées dans le cadre de groupes privés). Des acteurs malveillants provenant de l'intérieur comme de l'extérieur peuvent donc y exploiter les relations de confiance qui s'y tissent pour diffuser de fausses informations ou des informations trompeuses (Gursky et consorts, 2021).

La barrière de la langue et le manque d'instruction accroissent la vulnérabilité de certains groupes minoritaires face à la désinformation, à commencer par ceux qui ne maîtrisent pas la langue officielle du pays dans lequel ils résident et qui s'en remettent aux informations provenant d'autres sources. Les réseaux sociaux sont moins susceptibles de signaler les fausses informations colportées en espagnol. Selon une étude réalisée en 2020, Facebook a signalé 70 % de la désinformation relative à la Covid qui circulaient en anglais sur son site, contre 30 % seulement de celle qui y circulait en espagnol (Avaaz, 2020). Des organisations de défense des droits humains et d'autres organismes de défense des droits de la communauté hispanique ont demandé aux réseaux sociaux d'appliquer leurs normes communautaires de manière plus équitable, de consacrer davantage de ressources à cette question et de rectifier plus rapidement les contre-vérités qui lèsent les communautés hispanophones (Paul, 2021).

Certes, les actions engagées pour encourager les communautés latino-américaines à se faire vacciner contre la Covid-19 ont porté leurs fruits, mais elles n'en sont pas moins relativement informelles et peu coordonnées. Pour contrer la menace que la désinformation représente pour les communautés minoritaires, les gouvernements, les chercheurs et les réseaux sociaux devraient collaborer plus étroitement et plus régulièrement avec les hauts représentants de ces communautés, organisations communautaires locales et nationales, etc... Ces personnes peuvent employer des outils permettant de contrecarrer les messages qui s'adressent à des communautés spécifiques, et mobiliser les réseaux d'information existants au sein même de ces communautés minoritaires pour y diffuser des rectifications et réfuter les contenus fallacieux.

## **E. LES CITOYENS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE COMME PREMIÈRE LIGNE DE DÉFENSE CONTRE LA DÉSINFORMATION ET LA PROPAGANDE**

53. Les citoyens sont les vecteurs de la diffusion de fausses informations et de propagande au même titre qu'ils constituent la première ligne de défense contre ces menaces. C'est pourquoi il est essentiel de les sensibiliser aux activités d'information hostiles et de les encourager à repérer et à dénoncer les contenus trompeurs ou fallacieux. Pour atteindre cet objectif, certains groupes de la société civile s'inscrivent dans le prolongement des campagnes institutionnelles d'initiation aux médias et de littérisme numérique susmentionnées, et les soutiennent. Par exemple, dans le cadre de la « Stratégie pour une démocratie forte », adoptée en 2018, le gouvernement suédois recourt largement aux organisations de la société civile pour mettre en œuvre des campagnes d'éducation aux médias et de littérisme numérique pour renforcer la résilience sociétale face à la désinformation, à la propagande et aux discours haineux sur internet, et ce, tout en préservant la liberté d'expression (Gouvernement suédois, 2018).

54. D'autres groupes de la société civile – et les citoyens qui les composent – adoptent des approches plus offensives vis-à-vis de la désinformation et de la propagande, en s'attachant principalement à repérer, à neutraliser et à discréditer les messages hostiles. Par exemple, les '*Baltic Elves*' (ou "Elfes baltes", un réseau de milliers de bénévoles, militants de l'internet, principalement basés en Lituanie) ont pour objectif de s'attaquer aux messages fallacieux diffusés dans les États baltes par les médias et les comptes en ligne russes (Peel, 2019). En Ukraine, des étudiants en journalisme et des professeurs avaient créé, en 2014, le groupe de vérification des faits *StopFake* pour démasquer les activités d'information hostiles de la Russie. Depuis, ce groupe a été engagé par Facebook, aux côtés de 50 autres organisations travaillant dans 40 langues, pour enrayer la circulation des informations hostiles sur la plateforme (Troianovski, 2020). L'*Atlantic Council's Digital Forensic Research Lab* et l'*Alliance for Securing Democracy's Hamilton 68* font également partie de ces organisations.

## **V. LA VOIE À SUIVRE : RECOMMANDATIONS SUR LES MOYENS DE PROTÉGER NOS DÉMOCRATIES CONTRE LA DÉSINFORMATION ET LA PROPAGANDE**

55. Dans leur communiqué en date de juin 2021, les dirigeants alliés ont indiqué que « [d]es acteurs étatiques et non étatiques mettent à mal l'ordre international fondé sur des règles et cherchent à fragiliser la démocratie dans le monde » ; ils constatent avec inquiétude que l'Alliance est « de plus en plus confronté[e] à des menaces cyber et hybrides, et à d'autres menaces asymétriques, parmi lesquelles des campagnes de désinformation ». De fait, la désinformation et la propagande sont dangereuses pour l'intégrité de nos sociétés démocratiques. Pour relever ces défis à court et moyen terme, l'OTAN et ses États membres doivent non seulement lutter activement contre les menaces posées par les acteurs individuels, mais aussi investir dans la résilience à long terme contre les opérations d'information hostiles en s'efforçant de remédier à ces vulnérabilités sociétales qui permettent aux informations fausses ou trompeuses de circuler.



La désinformation et la propagande posent un risque systémique pour nos institutions et les valeurs démocratiques qui les sous-tendent. Des réponses systémiques reposant sur une démarche concertée et impliquant toute une gamme d'intervenants, doivent donc être trouvées. La vaste portée d'une telle réponse signifie que des mesures doivent être prises tant au niveau national qu'au niveau de l'OTAN. Ce dernier chapitre propose un cadre de mise en œuvre pratique de ce programme aux multiples composantes.

## **A. ACTIONS POSSIBLES AU NIVEAU NATIONAL**

### **1. Consolider la cohésion interne autour des valeurs et des processus démocratiques des sociétés alliées pour mieux repousser les menaces qui pèsent sur le domaine de l'information**

56. L'apparition de fissures dans les fondements libéraux qui unissent nos sociétés alliées, rend nos démocraties vulnérables. Les acteurs hostiles exploitent ces vulnérabilités pour diffuser auprès de nos citoyens des informations fausses et des discours de propagande afin de générer des tensions sociales et de poursuivre leurs objectifs stratégiques. Pour parer à ce risque, les États membres à titre individuel devraient traduire en actions concrètes au plan national ce renouvellement commun de leur attachement aux valeurs et aux principes démocratiques qui sous-tendent l'Alliance, tel qu'énoncé dans le communiqué de juin 2021. Ils devraient notamment réaffirmer leur engagement à défendre l'égalité des droits des femmes et consacrer des ressources supplémentaires pour que soient mieux compris les effets de la désinformation genrée sur nos démocraties et que ceux-ci soient mieux combattus.

57. Les pays membres devraient également continuer à faire comprendre à leurs populations que les valeurs communes de l'Alliance sont importantes et qu'elles doivent être défendues. La complexité qui caractérise l'environnement informationnel fait qu'il est aujourd'hui difficile de distinguer les menaces endogènes des menaces exogènes ; les efforts visant à protéger nos démocraties doivent donc être amorcés dans l'espace national. Le renforcement de la cohésion interne de nos sociétés autour des valeurs et des institutions démocratiques est essentiel, si l'on veut s'opposer aux assertions d'acteurs autoritaires qui vantent la supériorité de leurs régimes.

58. Les États membres devraient renforcer la confiance du public dans l'intégrité des processus électoraux, lesquels constituent les fondements de nos systèmes démocratiques. Pour y parvenir, ils pourraient envisager d'élaborer un cadre commun de protection des élections contre la désinformation et la propagande. Ce cadre devrait prévoir des normes communes pour les communications stratégiques concernant les élections, une réglementation spécifique sur les médias et des sanctions à terme contre les acteurs perturbateurs. De plus, les Alliés devraient mettre au point des outils en ligne pour corriger la désinformation relative aux élections. Ils pourraient, par exemple, généraliser les bonnes pratiques établies pour l'élection présidentielle de 2020 par l'agence américaine de cybersécurité et de sécurité des infrastructures, dont le site internet *rumorcontrol* était consacré à réfuter, en toute indépendance, les fausses accusations portant sur l'intégrité des élections.

### **2. Accroître la résilience à la désinformation et à la propagande par la technologie**

59. Les Alliés devraient collaborer à l'élaboration d'une approche législative transatlantique de réglementation des publications en ligne qui viserait à empêcher la diffusion de désinformation ou de propagande. Les grandes plateformes en ligne ne devraient pas être à même de décider de leur propre chef du caractère acceptable ou de l'authenticité de contenus. Au contraire, ces questions devraient être examinées dans un strict cadre législatif, transparent, démocratique et propre à la fois à garantir la liberté d'expression et à enrayer les activités d'information hostiles en ligne. Ce cadre devrait avoir pour but de remplacer les efforts nationaux qui se télescopent actuellement, par une approche commune de la gestion des technologies de l'information, y

compris des technologies comme l'intelligence artificielle et les hypertrucages. Au-delà des questions de prévention de l'utilisation malveillante des circuits d'information, ce cadre devrait aussi appuyer l'idée que l'on se fait de la technologie numérique comme d'un outil au service de la démocratie.

60. Outre ces efforts d'ordre législatif, les Alliés devraient coopérer avec les entreprises du numérique d'une manière plus informelle pour développer un espace démocratique de l'information, où la liberté de parole serait respectée et où la désinformation ne pourrait pas se propager. Cette coopération devrait être axée sur quatre aspects clés. Premièrement, les pays membres de l'Alliance devraient évaluer avec les entreprises du numérique l'impact des mesures adoptées par ces dernières lors de l'élection présidentielle américaine de 2020 et transposer, le cas échéant, les pratiques qui se seront avérées efficaces. Deuxièmement, les gouvernements alliés devraient pousser ces entreprises à investir dans des technologies comme les algorithmes, qui peuvent automatiquement détecter la désinformation et la signaler aux utilisateurs en tant que telle. Troisièmement, ils devraient insister auprès des opérateurs pour qu'ils renforcent l'imputabilité en ligne en durcissant leurs politiques à l'encontre des utilisateurs qui postent des contenus sous de faux noms. Enfin, les gouvernements devraient œuvrer de concert avec les plateformes pour neutraliser les organes de presse financés par des États autoritaires et les comptes qui propagent de la désinformation ou font de la propagande sur les réseaux sociaux.

### **3. Développer l'éducation aux médias et le littérisme numérique des citoyens ; soutenir les acteurs qui agissent dans ce domaine et développer les outils à disposition**

61. Les gouvernements alliés devraient coopérer avec les organes de presse pour attirer l'attention sur la désinformation. Ils devraient en particulier encourager la mise au point d'outils de vérification des faits. Suivant l'exemple de pays membres comme la Lettonie, ils devraient appuyer le journalisme d'investigation, y compris au niveau local, pour offrir des alternatives de grande qualité à la désinformation. Ils devraient en outre s'assurer que le contexte politique national n'entrave en rien la pratique d'un journalisme libre et indépendant. Ils devraient aussi renforcer les processus de contrôle des investissements étrangers dans les médias, afin d'empêcher les États autoritaires de gagner en influence dans notre espace de l'information et de l'exploiter. Enfin, ils devraient continuer à appuyer le travail des médias internationaux de service public qui dénoncent la désinformation et luttent contre la propagande.

62. Les États membres devraient également collaborer avec les organisations de la société civile spécialisées dans l'élaboration de programmes d'éducation aux médias. Ces acteurs sont souvent bien placés pour restaurer la confiance des citoyens dans les médias traditionnels. Les gouvernements devraient aussi favoriser la création par ces organisations de sites internet de lutte contre la désinformation semblables au site estonien *propastop* ou au site ukrainien *StopFake*.

63. Enfin, les Alliés devraient appuyer les efforts visant à améliorer le niveau d'éducation aux médias des jeunes. Ils devraient notamment s'inspirer de pays partenaires comme la Finlande, et veiller à ce que les établissements scolaires fassent prendre conscience aux enfants, dès leur plus jeune âge, de la différence entre information et désinformation. Dans la mesure du possible, ils devraient répandre l'usage des meilleures pratiques élaborées par d'autres pays membres et d'autres pays partenaires de l'OTAN.

### **4. Accroître la coopération interparlementaire et entre pays démocratiques**

64. Les législateurs et la diplomatie interparlementaire ont un rôle à jouer dans la lutte contre la désinformation et la propagande. En rassemblant les parlementaires de différents pays, certains forums interparlementaires tels que l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN), permettent des échanges de vues à la fois francs et constructifs. Ce dialogue est nécessaire pour définir une approche transatlantique commune de la menace que la désinformation et la propagande

représentent pour nos valeurs et nos systèmes démocratiques. L'AP-OTAN, comme d'autres forums interparlementaires, offrent aussi aux législateurs la possibilité de discuter des enseignements tirés et des meilleures pratiques, qu'ils pourront ensuite s'efforcer de transposer dans leur propre pays. Enfin, parce qu'ils sont en lien direct avec leurs administrés, les parlementaires peuvent accroître la portée des messages de lutte contre la désinformation transmis par les gouvernements nationaux et l'OTAN.

65. Les Alliés devraient renforcer leur coopération avec les États démocratiques qui sont aux prises avec les mêmes défis, ailleurs dans le monde. Cette coopération pourrait porter sur l'élaboration d'un programme commun de redynamisation de la démocratie, de renforcement de la cohésion au plan national et à l'échelle internationale, et de lutte contre les vulnérabilités sociétales et les menaces qui pèsent sur les institutions et les principes libéraux (comme les activités d'information hostiles). Cette initiative d'envergure en faveur de la démocratie pourrait figurer au nombre des projets de la nouvelle administration américaine, qui ambitionne d'organiser un sommet pour la démocratie. Elle pourrait également concorder avec la proposition allemande de lancer en ce sens un plan Marshall transatlantique ou avec la suggestion britannique d'établir un groupe constitué des 10 principales démocraties (les membres actuels du G7, la Corée du Sud, l'Inde et l'Australie) (Brattberg et Judah, 2020 ; *Deutsche Welle*, 2021; Patrick, 2021).

## **B. ACTIONS POSSIBLES AU NIVEAU DE L'OTAN**

### **1. Augmenter la capacité de l'OTAN à saisir les menaces qui pèsent sur le domaine d'information et à y faire face**

66. Les États membres devraient accroître les ressources humaines, financières et technologiques de l'Alliance consacrées à la lutte contre la désinformation et la propagande, de sorte que l'Organisation puisse s'adapter au niveau de la menace et la contrer. Ces ressources permettraient de renforcer la capacité de l'OTAN à surveiller l'environnement informationnel dans lequel elle opère et à réagir face à tout acte hostile.

67. L'OTAN et ses pays membres devraient s'efforcer de mieux comprendre les vulnérabilités que les Alliés rencontrent au plan national en matière de désinformation et de propagande. En particulier, l'Organisation, dans ses efforts de lutte contre la désinformation, devrait mieux tenir compte du rôle des citoyens dans la diffusion de fausses informations. À cet égard, tout comme elle y évalue tous les deux ans l'état de préparation du secteur civil, l'OTAN devrait procéder dans les 30 États membres à une évaluation régulière et approfondie des vulnérabilités qui sont les leurs. Ces analyses pourraient être réalisées par des pairs ou par un groupe d'experts. Au lieu d'une stratégie globale de communication « valable pour tous », l'OTAN devrait adopter, sur la base des résultats de telles études, une approche mieux adaptée à chaque Allié et plus à même d'y cibler les groupes vulnérables à la désinformation et à la propagande. Ces évaluations aideraient l'OTAN à tirer le meilleur parti possible de ses ressources limitées et permettrait aux pays membres de mieux comprendre quels sont les lacunes sur lesquelles ils pourraient concentrer leurs efforts. Outre ce suivi régulier, ils devraient plus souvent faire appel aux équipes OTAN de soutien pour la lutte contre les pratiques hybrides pour repérer les vulnérabilités face à la désinformation, en amont d'événements sensibles (telles des élections) ou pendant leur déroulement. De même, les Alliés devraient mettre activement à profit les compétences des centres d'excellence de l'OTAN, en particulier de son centre d'excellence pour la communication stratégique.

68. L'OTAN devrait durcir sa réponse face aux campagnes de désinformation et de propagande lancées par les États autoritaires (Russie et Chine notamment). La plupart des contenus fallacieux ou trompeurs auxquels ces acteurs recourent, sont assez prévisibles. L'OTAN devrait donc redoubler d'efforts pour les réfuter au stade le plus précoce possible, au lieu de ne le faire qu'une fois qu'ils circulent à grande échelle. Dans le même temps, il faut pouvoir soigneusement évaluer ce qu'il convient de démentir vigoureusement ou pas. En effet, s'inscrire en faux contre des

affirmations qui n'ont pas encore été largement diffusées, pourrait être contraire à l'effet recherché en leur conférant malencontreusement une visibilité accrue.

69. L'OTAN et ses pays membres devraient aussi redoubler d'efforts pour mieux faire connaître l'Alliance au grand public. Sensibiliser les populations aux valeurs et aux objectifs de l'Alliance ainsi qu'aux avantages qu'elle procure, contribuerait effectivement à combattre la désinformation dont elle est victime. Toutefois, pour réaliser cet objectif, l'OTAN et les Alliés à titre individuel devraient axer leurs stratégies de communication, non plus sur la lutte contre les contenus dénigrants, mais sur la communication active de contenus positifs portant sur les succès obtenus par l'Alliance. Ils devraient continuer à promouvoir les réalisations de l'OTAN et la solidarité des États membres comme ils l'ont fait dans le cadre de leur réponse à la pandémie de coronavirus.

70. L'OTAN devrait favoriser une meilleure coordination des efforts de lutte contre la désinformation entre les Alliés eux-mêmes et avec les pays partenaires. Vu la portée des campagnes de désinformation, les réponses se doivent d'être transatlantiques et concertées. L'OTAN peut jouer un rôle plus actif dans la coordination des efforts nationaux et dans l'échange des meilleures pratiques entre Alliés et pays partenaires, pour transposition le cas échéant. Afin d'y parvenir, elle devrait établir une taxonomie des mesures nationales adoptées par les États membres et par les pays partenaires, ainsi que par ceux qui ne sont pas forcément des partenaires mais qui ont de l'expérience en matière de lutte contre la désinformation.

## **2. Créer un cadre pour placer la résilience démocratique et les efforts de lutte contre la désinformation et la propagande au cœur de l'OTAN de demain**

71. L'OTAN et les Alliés devraient s'assurer que la lutte contre la désinformation et la propagande ainsi que le renforcement de la résilience démocratique plus généralement, s'inscrivent dans les discussions actuelles sur l'avenir de l'OTAN, y compris dans le processus de réflexion « OTAN 2030 » et dans l'actualisation de son concept stratégique.

72. Les Alliés devraient réaffirmer leur attachement aux valeurs et aux principes démocratiques qu'ils partagent, en créant un centre pour la résilience démocratique au sein de l'OTAN, comme l'a suggéré le président de l'AP-OTAN, Gerald E. Connolly, et comme l'a recommandé par la suite le groupe d'experts chargé d'épauler M. Stoltenberg dans son processus de réflexion « OTAN 2030 » (Connolly, 2019 ; Groupe d'experts, 2020). Ce centre, qui serait proche sur le plan structurel du centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe, fournirait aux États membres un appui technique et un soutien aux travaux de recherche sur le renforcement de leur résilience démocratique, d'assurer une plus grande cohésion sociale, de résister aux ingérences et de réagir à la désinformation pratiquée par des acteurs tant internes qu'externes. Dans cette optique, le centre : premièrement, repérerait les vulnérabilités, les surveillerait et les mettrait en évidence dans les pays membres, dans les domaines de la démocratie, des droits humains et de l'état de droit ; deuxièmement, les aiderait, à leur demande, à développer des institutions, à élaborer des lois et à formuler des politiques pour lutter contre la corruption, pour susciter la confiance à l'égard des élections et répondre aux autres défis de la gouvernance. Ces deux axes de travail permettraient au centre de jouer un rôle clé pour ce qui est d'aider les pays membres à prendre conscience de leurs vulnérabilités démocratiques et à y remédier, faute de quoi ces dernières pourraient être exploitées par des acteurs malveillants cherchant à diffuser de la désinformation et de la propagande au sein de l'Alliance. Ce centre ferait institutionnellement partie de l'OTAN, mais mettrait à profit l'expérience et les connaissances de spécialistes de la société civile et de cellules de réflexion, et pourrait faire intervenir un groupe consultatif composé d'experts externes. La création d'une telle structure au sein de l'OTAN serait le symbole de l'engagement durable de tous les Alliés à défendre les principes démocratiques qui sous-tendent l'Alliance atlantique.

73. Les États membres devraient appuyer la mise en place du centre euro-atlantique pour la résilience, inauguré en Roumanie. Bien que n'étant pas une structure de l'OTAN, il constitue pour

l'Organisation, les Alliés et leurs partenaires, une ressource internationale dont il est bon de disposer : pour examiner les menaces qui pourraient affaiblir leur résilience (y compris dans l'espace informationnel) ; pour mettre au point des outils analytiques et développer les meilleures pratiques de lutte contre ces menaces ; et pour accroître le nombre des activités éducatives et de formation conjointes dans ce domaine. Il n'y a pas lieu d'opposer le développement de ce centre à la proposition visant à créer un centre pour la résilience démocratique au sein même de l'OTAN, puisque ces deux institutions joueront des rôles complémentaires. Le centre euro-atlantique pour la résilience se concentre sur l'analyse, les échanges, la formation et la coopération (y compris avec des partenaires extérieurs à l'Organisation, pays voisins et UE surtout), alors que le centre pour la résilience démocratique qu'il est question de mettre sur pied aura pour mission d'aider les pays membres à répondre sur le plan opérationnel aux menaces qui pèsent sur nos valeurs démocratiques.

74. L'OTAN devrait accorder la priorité à la boîte à outils contre la désinformation et les informations hostiles qu'elle développe actuellement pour les Alliés. Indépendamment des définitions essentielles, des approches et des réponses possibles au plan national que ces derniers pourront y trouver, cette boîte à outils pourrait servir de base à l'instauration au niveau de l'OTAN de normes visant à renforcer la résilience face à la désinformation et à la propagande - normes que les États membres pourraient utiliser pour se fixer des objectifs nationaux et pour comparer leurs progrès à ceux d'autres Alliés. Il pourrait s'agir de normes communes sur la structure institutionnelle désignée pour lutter contre les menaces de désinformation, sur les ressources financières et humaines allouées ou sur le cadre juridique.

75. L'OTAN et les Alliés devraient réfléchir aux possibilités d'instaurer une approche plus offensive de lutte contre la désinformation. L'Alliance devrait envisager d'élaborer une stratégie qui sanctionnerait davantage les acteurs malveillants cherchant à perturber de manière agressive l'espace de l'information. L'Organisation a admis qu'une attaque hybride grave (une cyberattaque, par exemple) pourrait relever de l'article 5 du Traité de Washington, qui prévoit qu'une attaque contre un membre de l'Alliance sera considérée comme une attaque dirigée contre tous les Alliés (Stoltenberg, 2019). Une attention particulière devrait donc être accordée aux conditions sous lesquelles une campagne de désinformation ou de propagande serait susceptible d'être considérée comme pouvant entraîner l'invocation de l'article 5. L'Alliance ne peut pas rester passive face aux activités d'information hostiles qui risquent de saper les fondements de nos institutions et de nos sociétés démocratiques.

### **3. Mettre en place une meilleure coordination avec d'autres partenaires faisant face à la même menace**

76. L'OTAN devrait encore renforcer sa coopération avec les autres organisations multilatérales qui luttent elles-aussi contre la désinformation et à la propagande, tels le G7 et les Nations unies. Des réunions et des échanges d'informations réguliers devraient être organisés au niveau politique et entre les services pour accroître la coopération, notamment avec l'Union européenne. Dans le cadre de leur coopération, les deux organisations devraient s'employer à recenser les menaces communes qui sont les leurs et parler d'une seule et même voix pour réfuter les allégations mensongères ou fantaisistes qui visent leurs pays membres, pour éviter le dédoublement des efforts et pour mettre en commun leurs ressources quand cela est possible.

77. L'Alliance devrait également privilégier le dialogue avec les pays démocratiques non-membres de l'OTAN qui sont touchés par la désinformation et la propagande. Ce dialogue devrait être axé plus particulièrement sur la création de cadres de coopération (ou leur redynamisation lorsqu'ils existent déjà) avec les pays de la région Asie-Pacifique qui partagent les valeurs de l'Alliance et qui sont aux prises avec les activités d'information hostiles chinoises. En permettant un meilleur partage des enseignements tirés et des meilleures pratiques en matière de lutte contre la désinformation, cette coopération serait bénéfique aussi bien pour l'Alliance que pour les pays concernés.

## VI. CONCLUSIONS

78. Il n'existe pas de solutions simples pour lutter contre la menace représentée par la désinformation et la propagande pour la résilience de nos démocraties. Des actions décisives s'imposent, qui doivent impliquer un large éventail d'acteurs dans des domaines aussi différents que la communication stratégique et les activités de sensibilisation, l'éducation aux médias et le littérisme numérique, la coordination internationale et multilatérale, les normes de résilience, les processus électoraux, la vérification des faits et la démystification, les mesures réglementaires et législatives, et la coopération entre le secteur public et le secteur privé. Si un intervenant ou une mesure ne peut seul(e) résoudre entièrement le problème, la combinaison de plusieurs éléments peut jeter des bases solides en vue d'un renforcement de nos sociétés démocratiques face aux activités d'information hostiles.

79. Pour aller de l'avant, l'Alliance doit mettre sur pied une réponse globale, concertée et fondée sur les valeurs qu'elle défend face à ces menaces. Sur le plan national, les Alliés à titre individuel doivent adopter une approche pansociétale qui repose sur la participation des acteurs gouvernementaux, du secteur privé et de la société civile. Au niveau international, un engagement transatlantique et multilatéral et l'instauration de nouveaux partenariats avec les démocraties de par le monde, sont essentiels à la constitution d'un front commun contre cette menace qui nous affecte tous. Mais surtout, faire échec à la menace posée par la désinformation et la propagande, nécessite que tous les acteurs au sein de l'Alliance et au-delà prennent résolument des mesures visant à renouveler leur attachement à nos valeurs libérales, rallier le soutien du public, reconstruire le contrat social qui a été mis à mal dans nos sociétés et rétablir la confiance en la démocratie.

## BIBLIOGRAPHIE

- Alba, Davey et Satariano, Adam, "At Least 70 Countries Have Had Disinformation Campaigns, Study Finds", The New York Times, 26 septembre 2019.
- Alba, Davey et Plambeck, Joseph, "What You Need to Know About the Election and Disinformation", The New York Times, 26 November 2020.
- Applebaum, Anne, "The Dutch just showed the world how Russia influences Western European elections", The Washington Post, 8 avril 2016.
- Avaaz, "Far Right Networks of Deception", 22 mai 2019.
- Avaaz, "How Facebook can Flatten the Curve of the Coronavirus Infodemic", 15 avril 2020.
- Barnes, Julian E., "Schiff Sees Rise in Russian Disinformation as Trump Attacks Mail-In Voting", The New York Times, 29 septembre 2020.
- Barthel, Michael, Mitchell, Amy et Holcomb, Jesse, "Many Americans Believe Fake News Is Sowing Confusion", Pew Research Center, 15 décembre 2016.
- Bauman, Anna, Scheimer, Dorey et Skoog, Tim, "Extended Cut: A Look Inside A Russian Disinformation Campaign", WBUR-FM, 26 octobre 2020.
- BBC News, "US election: Twitter tightens rules on retweets and victory claims", 9 octobre 2020.
- Bellingcat, "Behind the Dutch Terror Threat Video: The St. Petersburg 'Troll Factory' Connection", 3 avril 2016.
- Berzina, Kristine, Kovalčíková, Nad'a, Salvo, David et Soula, Etienne, "European Policy Blueprint for Countering Authoritarian Interference in Democracies", Alliance for Securing Democracy - German Marshall Fund of the United States, 25 juin 2019.
- Bond, Shannon, "Black And Latino Voters Flooded With Disinformation In Election's Final Days", NPR, 30 October 2020.
- Bradshaw, Samantha, Bailey, Hannah, Howard, Philip N., "Industrialized Disinformation: 2020 Global Inventory of Organized Media Manipulation", Oxford Internet Institute, 2021.
- Brandt, Jessica et Taussig, Torrey, "The Kremlin's disinformation playbook goes to Beijing: China has abandoned its low profile for a high-stakes strategy", Brookings, 19 mai 2020.
- Brattberg, Erik et Judah, Ben, "Forget the G-7, Build the D-10", Foreign Policy, 10 juin 2020.
- Brattberg, Erik et Maurer, Tim, "Russian Election Interference: Europe's Counter to Fake News and Cyber Attacks", Carnegie Endowment for International Peace, mai 2018.
- Bremmer, Ian, "Democracy in Cyberspace: What Information Technology Can and Cannot Do", Foreign Affairs, novembre / décembre 2010.
- Brenan, Megan, "Americans Remain Distrustful of Mass Media", Gallup, 30 septembre 2020.
- Bureau du directeur du Renseignement national (Office of the Director of National Intelligence), "Annual Threat Assessment of the US Intelligence Community", 9 avril 2021.
- Butt, Raiyah, "Trump and the far-right: the impact of disinformation", International Observatory of Human Rights, 8 janvier 2021.
- Civil.ge, "Russia Speaks against Lugar Center", 27 mai 2020.
- Colley, Thomas, Granelli, Francesca and Althuis, Jente, "Disinformation's societal impact: Britain, Covid and beyond", Defence Strategic Communications, Volume 8, printemps 2020.
- Commission européenne, "Plan d'action pour la démocratie européenne", 2020.
- Commission européenne, "Tackling online disinformation", 18 janvier 2021.
- Connolly, Gerald E., "70 ans de l'OTAN: Pourquoi l'Alliance demeure-t-elle indispensable ?", Rapport de la commission politique, Assemblée parlementaire de l'OTAN, 12 octobre 2019.
- Cordy, Jane, "La révolution des médias sociaux : incidences politiques et sécuritaires", Rapport de la commission sur la dimension civile de la sécurité, Assemblée parlementaire de l'OTAN, 7 octobre 2017.
- République de Lituanie, Département de la sûreté de l'État "National Threat Assessment 2018", 2018.
- Deutsche Welle, "Germany wants US, EU to forge 'Marshall Plan for democracy'", 9 janvier 2021.
- Di Meco, Lucina, "Gendered Disinformation, Fake News, and Women in Politics", Council on Foreign Relations, 6 décembre 2019.
- Di Meco, Lucina et Brechenmacher, Saskia, "Tackling Online Abuse and Disinformation Targeting Women in Politics", Brookings, 30 novembre 2020.
- Dimock, Michael, "How Americans View Trust, Facts, and Democracy Today",

- Pew Research Center, 19 février 2020.
- DiResta, Renée, "The Supply of Disinformation Will Soon Be Infinite", The Atlantic, 20 septembre 2020.
- DiResta, Renée, Shaffer, Kris, Ruppel, Becky, Sullivan, David, Matney, Robert, Fox, Ryan, Albright, Jonathan, and Johnson, Ben, "The Disinformation Report: The Tactics & Tropes of the Internet Research Agency", New Knowledge, 2018.
- Dubowitz, Mark et Ghasseminejad, Saeed, "Iran's COVID-19 Disinformation Campaign", Combating Terrorism Center, Volume 13, n° 6, juin 2020.
- EUvsDisinfo, EEAS Special Report Update: Short Assessment of Narratives and Disinformation Around the COVID-19 Pandemic, 1 April 2020.
- Finabel, "After North Macedonia's NATO accession: Perspectives for European security cooperation in the Western Balkans", 19 mai 2020.
- Garriaud-Maylam, Joëlle, "L'impact de la crise de la Covid-19 sur la dimension civile de la sécurité", rapport spécial de la commission sur la dimension civile de la sécurité, Assemblée parlementaire de l'AP-OTAN, 20 novembre 2020.
- Gitter, David, Lu, Sandy et Erdahl, Brock, "China Will Do Anything to Deflect Coronavirus Blame", Foreign Policy, 30 mars 2020.
- Glaun, Dan, "Chinese Spam Network Aims to Discredit U.S. COVID Vaccine and Response, Report Finds", Frontline, 4 février 2021.
- Gordon, Michael R. et Volz, Dustin, "Russian Disinformation Campaign Aims to Undermine Confidence in Pfizer, Other Covid-19 Vaccines, U.S. Officials Say", The Wall Street Journal, 7 mars 2021.
- Gouvernement suédois, "Strategy for a strong democracy - promote, anchor, defend", 21 juin 2018.
- Grimm, Robert, Boyon, Nicolas et Newall, Mallory, "Consumers report trusting media less, personal relationships more", Ipsos, 24 juin 2019.
- Groupe d'experts, "NATO 2030: United for a New Era", Analysis and Recommendations of the Reflection Group Appointed by the NATO Secretary General, 25 novembre 2020.
- Gursky, Jacob, Riedl, Martin J., and Woolley, Samuel, "The disinformation threat to diaspora communities in encrypted chat apps", Brookings, 19 March 2021
- Guynn, Jessica et Murphy Marcos, Coral, "COVID-19 crisis: Vaccine conspiracy theories, hoaxes in Spanish targeting Hispanic community breed fear, hesitancy", USA Today, 16 mars 2021.
- Hamel, Liz, Artiga, Samantha, Safarpour, Alauna, Stokes, Mellisha, et Brodie, Mallyann, "COVID-19 Vaccine Access, Information, and Experiences Among Hispanic Adults in the U.S.", KFF COVID-19 Vaccine Monitor, 13 mai 2021.
- Hassanein, Nada, "You can't trust the government!: Spanish-speaking social media spreads COVID-19 vaccine disinformation, adds to hesitancy", USA Today, 29 mars 2021.
- Henley, Jon, "How Finland starts its fight against fake news in primary schools", The Guardian, 29 janvier 2020.
- Hern, Alex, "Chinese state broadcaster loses UK licence after Ofcom ruling", The Guardian, 4 février 2021.
- Higgins, Andrew, "Fake News, Fake Ukrainians: How a Group of Russians Tilted a Dutch Vote", New York Times, 16 février 2017.
- Hoffman, Jan, "Clergy Preach Faith in the Covid Vaccine to Doubters", The New York Times, 14 mars 2021.
- Huang, Christine et Cha, Jeremiah, "Russia and Putin receive low ratings globally", Pew Research Center, 7 février 2020.
- Huang, Yanzhong, "Vaccine Diplomacy Is Paying Off for China", Foreign Affairs, 11 mars 2021
- Hughes, Heather C. et Waismel-Manor, Israel, "The Macedonian Fake News Industry and the 2016 US Election", PS: Political Science and Politics, 54(1), 19-23, 25 août 2020.
- Ingram, David, "Facebook says 126 million Americans may have seen Russia-linked political posts", Reuters, 30 octobre 2017.
- Isaac, Mike et Wakabayashi, Daisuke, "Russian Influence Reached 126 Million Through Facebook Alone", The New York Times, 30 octobre 2017.
- Isaac, Mike, "Facebook says it will remove coronavirus vaccine misinformation", New York Times, 3 décembre 2020.



- Jakes, Lara et Myers, Steven Lee, "[U.S. Designates China's Official Media as Operatives of the Communist State](#)", The New York Times, 18 février 2020
- Janda, Jakub and Sharibzhanov, Ilyas, "[Six Outrageous Lies Russian Disinformation Peddled about Europe in 2016](#)", Atlantic Council, 8 February 2017.
- Kearney, Audrey, Lopes, Lunna et Brodie, Mollyann, 'Vaccine Hesitancy Among Hispanic Adults', Kaiser Family Foundation, 14 janvier 2021.
- Kroet, Cynthia, "[Russia spread fake news during Dutch election: report](#)", Politico Europe, 4 avril 2017.
- Lamond, James et Bergmann, Max, "[The Weakest Link: Russian Influence Operation in the Netherlands Reveals Vulnerabilities in EU Foreign Policy Powers](#)", Center for American Progress, 7 mai 2020.
- Laughlin, Nick and Shelburne, Peyton, "[How Voters' Trust in Elections Shifted in Response to Biden's Victory](#)", Morning Consult, 27 January 2021.
- Lazer, David, Baum, Matthew, Grinberg, Nir, Friedland, Lisa, Joseph, Kenneth, Hobbs, Will et Mattsson, Carolina, "[Combating Fake News: An Agenda for Research and Action](#)", Harvard Shorenstein Center on Media, Politics and Public Policy and Harvard Ash Center for Democratic Governance and Innovation, mai 2017.
- Ločmele, Klinta, "[Media literacy in Latvia: the Ministry of Culture's 6 strands](#)", Media and Learning, 2 janvier 2019.
- Luxner, Larry, "[Experts dissect Iran regime's disinformation campaign as COVID-19 worsens](#)", New Atlanticist, 9 juillet 2020.
- MacFarquhar, Neil, "[A Powerful Russian Weapon: The Spread of False Stories](#)", New York Times, 28 août 2016.
- Maire de Los Angeles, "[Mayor Garcetti launches bilingual vaccination PSA campaign for Latino audiences](#)", 13 mai 2021
- Miller, Maggie, "[New federal cybersecurity lead says 'rumor control' site will remain up through January](#)", The Hill, 3 décembre 2020.
- Mitchell, Amy, Jurkowitz, Mark, Oliphant, J. Baxter et Shearer, Elisa, "[Americans Who Mainly Get Their News on Social Media Are Less Engaged, Less Knowledgeable](#)", Pew Research Center, 30 juillet 2020.
- Morar, David et dos Santos, Bruna Martins, "[The push for content moderation legislation around the world](#)", Brookings, 21 septembre 2020.
- Myre, Greg, et Bond, Shannon, "[Russia Doesn't Have To Make Fake News': Biggest Election Threat Is Closer To Home](#)", NPR, 29 septembre 2020.
- National Intelligence Council (Conseil national du renseignement américain), "[Foreign Threats to the 2020 US Federal Elections](#)", 10 mars 2021.
- Nimmo, Ben, Hubert, Ira and Cheng, Yang, "[Spamouflage Breakout: Chinese Spam Network Finally Starts to Gain Some Traction](#)", Graphika, 4 February 2021.
- Niu, Isabelle, Bracken, Kassie et Eaton, Alexandra, "[Russia Created an Election Disinformation Playbook. Here's How Americans Evolved It.](#)", The New York Times, 25 octobre 2020.
- Olearchyk, Roman, "[Ukraine shuts TV channels it accuses of spreading 'Russian disinformation'](#)", The Financial Times, 3 février 2021.
- ONU, "['Verified' initiative aims to flood digital space with facts amid COVID-19 crisis](#)", Département de la communication globale des Nations unies (DCG), 28 mai 2020.
- Open Society Institute, "[Findings of the Media Literacy Index 2019](#)", novembre 2019.
- OTAN, "[Social media as a tool of hybrid warfare](#)", Centre d'excellence OTAN pour la communication stratégique, 2016.
- OTAN, "[L'approche de l'OTAN en matière de lutte contre la désinformation : le cas de la COVID-19](#)", 2020.
- OTAN, "[Glossaire OTAN de termes et définitions \(anglais et français\)](#)", 2013.
- OTAN, "[La réponse de l'OTAN aux menaces hybrides](#)", 2019.
- Patrick, Stewart M., "[Biden's Summit for Democracy Is More Needed Than Ever](#)", Council on Foreign Relations, 19 janvier 2021.
- Paul, Kari, "[Facebook has a blind spot: why Spanish-language misinformation is flourishing](#)", The Guardian, 3 mars 2021.

- Paun, Carmenet et Luthi, Susannah, "What China's vax trolling adds up to", Politico, 28 janvier 2021.
- Peel, Michael, "Fake news: How Lithuania's 'elves' take on Russian trolls", The Financial Times, 4 février 2019.
- Perrin, Andrew and Anderson, Monica, "Share of U.S. adults using social media, including Facebook, is mostly unchanged since 2018", Pew Research Center, 20 avril 2019.
- Polyakova, Alina et Fried, Daniel, "Democratic Defense Against Disinformation 2.0", Atlantic Council, juin 2019.
- Présidence ukrainienne, "The Center for Countering Disinformation should become an international hub for collecting and analyzing information to ensure Ukraine's security and help our partners - Andriy Yermak at a meeting with foreign diplomats", 6 avril 2021.
- Rettman, Andrew, "Ukraine debunks YouTube terror threat on Dutch referendum", EUObserver, 19 janvier 2016.
- Rettman, Andrew, "WhatsApp leak exposes Russia link to Dutch far right", EUObserver, 17 avril 2020.
- Robbins, Joseph, "Countering Russian Disinformation", Center for Strategic and International Studies, 23 septembre 2020.
- Roberts, Dexter, "China's Disinformation Strategy: Its Dimensions and Future", Atlantic Council, décembre 2020.
- Robinson, Olga, Coleman, Alistair et Sardarizadeh, Shayan, "A Report of Anti-Disinformation initiatives", Oxford Internet Institute, août 2019.
- Roose, Kevin, "What Is QAnon, the Viral Pro-Trump Conspiracy Theory?", The New York Times, 4 mars 2021.
- Sardarizadeh, Shayan, "US election 2020: FBI links Iran to websites targeting poll officials", BBC, 24 décembre 2020.
- Schafer, Bret, Frankland, Amber, Kohlenberg, Nathan et Soula, Etienne, "Influence-enza: How Russia, China, and Iran Have Shaped and Manipulated Coronavirus Vaccine Narratives", Alliance for Securing Democracy, 6 mars 2021.
- Scott, Mark et Cerulus, Laurens, "Russian groups targeted EU election with fake news, says European Commission", 14 juin 2019.
- Segers, Nico, "Enhancing resilience against unconventional attacks on Allied nations: Enter the NATO Counter-Hybrid Support Teams", Atlantic Forum, 29 novembre 2020.
- Sessa, Maria Giovanna, "Misogyny and Misinformation: An analysis of gendered disinformation tactics during the COVID-19 pandemic", EU DisinfoLab, 4 décembre 2020.
- Shih, Gerry, "China turbocharges bid to discredit Western vaccines, spread virus conspiracy theories", Washington Post, 21 janvier 2021.
- Silver, Laura, Devlin, Kat et Huang, Christine, "Unfavorable Views of China Reach Historic Highs in Many Countries", Pew Research Center, 6 octobre 2020.
- Solon, Olivia, "Facebook removes 652 fake accounts and pages meant to influence world politics", The Guardian, 22 août 2018.
- Stewart, Heather, "Russia spread fake news via Twitter bots after Salisbury poisoning – analysis", The Guardian, 19 avril 2018.
- Stoltenberg, Jens, "L'OTAN se défendra", 29 août 2019.
- Stoltenberg, Jens, "NATO2030: future-proofing the Alliance", 19 février 2021.
- Tavernise, Sabrina et Gardiner, Aidan, "No One Believes Anything: Voters Worn Out by a Fog of Political News", The New York Times, 18 novembre 2019.
- Taylor, Margaret L., "Combating disinformation and foreign interference in democracies: Lessons from Europe", Brookings, 31 juillet 2019.
- The Economist, "Social media's struggle with self-censorship", 22 octobre 2020.
- Timberg, Craig and Stanley-Becker, Isaac, "Black voters are being targeted in disinformation campaigns, echoing the 2016 Russian playbook", The Washington Post, 26 August 2020.
- Troianovski, Anton, "Fighting False News in Ukraine, Facebook Fact Checkers Tread a Blurry Line", The New York Times, 26 juillet 2020.
- UE-OTAN, "Fifth progress report on the implementation of the common set of proposals endorsed by EU and NATO Councils on 6 December 2016 and 5 December 2017", 16 juin 2020.

- Van der Noordaa, Robert, "*Kremlin Disinformation and the Dutch Referendum*", Stop Fake, 14 décembre 2016.
- Wang, Yaqiu, "*China's Dangerous Game Around Covid-19 Vaccines*", Human Rights Watch, 4 mars 2021.
- Watts, Clint and Chernaskey, Rachel, "*Russia Tried Again, Iran Antagonized, and China Didn't Show: Insights and Lessons Learned on Foreign Influence in Election 2020*", Foreign Policy Research Institute, 18 février 2021.
- Watts, Clint, "*Triad of Disinformation: How Russia, Iran, & China Ally in a Messaging War against America*", Alliance for Securing Democracy, 15 mai 2020.
- Wee, Sui-Lee et Londoño, Ernesto, "*Disappointing Chinese Vaccine Results Pose Setback for Developing World*", The New York Times, 13 janvier 2021.
- Wee, Sui-Lee, "*From Asia to Africa, China Promotes Its Vaccines to Win Friends*", The New York Times, 11 septembre 2020.
- Weissert, Will, "*From vote to virus, misinformation campaign targets Latinos*", AP, 7 mars 2021.
- West, Darrell M., "*How to combat fake news and disinformation*", Brookings, 18 décembre 2017.
- Wike, Richard et Schumacher, Shannon, "*Satisfaction with democracy*", Pew Research Centre, 27 février 2020.
- Winter, Charlie, "*Media Jihad: The Islamic State's Doctrine for Information Warfare*", The International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2017.
- Wong, Edward, Rosenberg, Matthew, Barnes, Julian E., "*Chinese Agents Helped Spread Messages That Sowed Virus Panic in U.S., Officials Say*", New York Times, 22 avril 2020.
- Yaraghi, Niam, "*How should social media platforms combat misinformation and hate speech?*", Brookings, 9 avril 2019.
-